

MEMORIAL

DU

Grand-Duché de Luxembourg.



Memorial

DES

Großherzogthums Luxemburg

Jeu*di*, 21 mars 1907.

N*o* 13.

Donnerstag, 21. März 1907.

Loi du 15 mars 1907, concernant la statistique du mouvement commercial entre l'Union douanière et l'étranger.

Nous GUILLAUME, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu la loi de l'empire allemand du 7 février 1906, concernant la statistique du mouvement commercial ;

Notre Conseil d'État entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du 7 mars courant, et celle du Conseil d'État du 8 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Art. 1^{er}. Les marchandises qui sont importées, exportées ou transportées en transit par les frontières de l'Union douanière allemande y compris les exclaves douanières, de même que les envois qui sortent de ces territoires pour y rentrer en passant par l'étranger, sont assujetties à une déclaration concernant leur nature, leur quantité, le pays de provenance et celui de leur destination (art. 3 et 4). Ces dispositions ne s'appliquent pas à l'île de Helgoland ni aux exclaves douanières badoises.

Le Gouvernement pourra prescrire que, pour certaines marchandises, leur valeur est également à déclarer.

Ces déclarations doivent être faites aux bureaux chargés de recueillir les renseignements pour la statistique commerciale.

Gesetz vom 15. März 1907, betreffend die Statistik des Warenverkehrs zwischen dem Zollverein und dem Auslande.

Wir **Wilhelm**, von Gottes Gnaden, Großherzog von Luxemburg, Herzog von Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Einsicht des Gesetzes des Deutschen Reichs vom 7. Februar 1906, die Statistik des Warenverkehrs betreffend ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates ;

Mit Zustimmung der Kammer der Abgeordneten ;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenkammer vom 7. März 1907 und derjenigen des Staatsrates vom 8. dess. Mts., wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird ;

Haben verordnet und verordnen :

Art. 1. Die Waren, welche über die Grenzen des deutschen Zollgebiets, aber einschließlich der Zollausschlüsse, ein-, aus- oder durchgeführt werden, sowie die Versendungen aus diesen Gebieten durch das Ausland nach diesen Gebieten sind den mit den Anschriften für die Verkehrsstatistik beauftragten Amtsstellen (Art. 3, 4,) nach Gattung, Menge, Herkunfts- und Bestimmungsland anzu-melden. Die Bestimmungen finden keine Anwendung auf die Insel Helgoland und die badischen Zollausschlüsse.

Die Regierung kann für bestimmte Waren vorschreiben, daß auch deren Wert anzumelden ist.

Diese Anmeldungen haben bei den Ämtern zu geschehen, welche mit der Aufnahme der Warenstatistik beauftragt sind.

Est à considérer comme pays de provenance le pays d'où l'envoi est fait, et comme pays de destination celui vers lequel il est dirigé.

L'obligation de faire la déclaration ne concerne pas :

1° les objets de la nature de ceux spécifiés au § 6 sous les nos 1, 3 à 11, 13 et 14 de la loi du 25 décembre 1902 (Mém. 1904, p. 69 et suiv.), concernant le tarif des douanes ;

2° les envois de marchandises exemptes de droits, lorsque leur poids ne dépasse pas 250 grammes.

Art. 2. En règle générale, l'espèce de chaque marchandise doit être indiquée par sa dénomination en usage dans le commerce, sinon par celle fixée par l'usage de la langue et d'après sa nature spéciale ; la quantité est à indiquer par le poids.

Pour les marchandises emballées qui sont à déclarer d'après leur poids, c'est le poids net qui est à indiquer. Toutefois, pour les colis qui ne contiennent qu'une seule espèce de marchandises, il suffit de déclarer le poids brut, en indiquant le mode d'emballage. Pour la circulation en transit, il suffit d'indiquer le poids brut.

Si des marchandises de différentes espèces sont emballées ensemble, le bureau de douane principal pourra, par exception, autoriser une désignation générale du contenu global du colis, avec indication du poids brut total et du mode d'emballage, et sous la condition que la valeur soit déclarée.

Le répertoire statistique des marchandises, lequel sera publié officiellement, portera de plus amples prescriptions sur le mode de classification des marchandises et sur le mode de détermination de leur quantité.

Art. 3. La déclaration est faite d'après des prescriptions plus précises à édicter par le Gouvernement, soit par le voiturier, soit par le destinataire, soit par l'expéditeur ou par l'expéditeur.

Als Land der Herkunft der Waren ist dasjenige Land, aus dessen Gebiete die Versendung erfolgt ist, und als Land der Bestimmung der Waren dasjenige Land, wohin die Versendung gerichtet ist, anzusehen.

Die Verpflichtung zur Anmeldung erstreckt sich nicht auf :

1° die Gegenstände der im § 6 des Zolltarifgesetzes vom 25. Dezember 1902 (Memorial 1904, Seite 69 ff.) unter Ziffer 1, 3 bis 11, 13 und 14 bezeichneten Art ;

2° Sendungen zollfreier Waren im Gewichte von 250 Gramm oder weniger.

Art. 2. In der Regel muß die Gattung jeder Ware nach deren handelsüblicher oder sonst sprachgebräuchlicher Benennung und der Art der Beschaffenheit, die Menge nach dem Gewicht angegeben werden.

Bei den nach Gewicht anzumeldenden verpackten Waren ist das Reingewicht anzugeben. Doch genügt für Packstücke, welche nur eine Warengattung enthalten, das Rohgewicht unter Angabe der Verpackungsart. Beim Durchfuhrverkehr genügt die Angabe des Rohgewichts.

Bei Zusammenpackung verschiedenartiger Waren kann das Hauptzollamt ausnahmsweise eine allgemeine Bezeichnung des Gesamthalts des Packstücks und die Angabe des Gesamtrohgewichts nebst Verpackungsart unter der Bedingung zulassen, daß der Wert angemeldet wird.

Das Nähere über die Einteilung und Maßstäbe der Waren für die statistischen Anmeldungen bestimmt das öffentlich bekannt zu machende Statistische Warenverzeichnis.

Art. 3. Die Anmeldung erfolgt nach näherer Bestimmung der Regierung entweder durch den Warenführer oder den Empfänger oder den Versender oder den Absender mittels Übergabe eines

au moyen de la remise d'un bulletin de déclaration au bureau de statistique. Pour le petit trafic des frontières, il suffit d'une déclaration verbale.

Sur le territoire frontière, les bureaux de douane sont bureaux de statistique. En outre, des bureaux de statistique seront établis là où le besoin s'en fera sentir. Dans les communes du territoire frontière dont le chef-lieu n'a pas de bureau de douane, les autorités locales sont tenues de se charger de la gestion d'un bureau de statistique moyennant une indemnité convenable.

Exceptionnellement il peut être établi des bureaux de statistique en dehors du territoire frontière et au-delà de la frontière douanière.

Art. 4. Pour les marchandises qui d'après les lois de douane ou d'impôt sont sujettes à être déclarées par écrit à leur entrée, leur sortie ou leur transit, aux autorités de la douane, de même que pour les marchandises soumises aux droits et qui leur sont déclarées verbalement, la déclaration faite pour la douane ou les contributions supplée au bulletin.

Toutefois, si la déclaration est faite par écrit, l'écrit renfermera l'indication de la provenance et de la destination de la marchandise; la même indication sera donnée verbalement, si la déclaration est verbale. De plus, lors de l'expédition pour l'entrée dans la libre circulation ainsi que pour la circulation des marchandises qui voyagent dans le but d'être soumises à une opération augmentant leur valeur, la déclaration générique doit être complétée, par rapport à la nature et à la quantité, conformément aux prescriptions de la présente loi.

Si le Gouvernement a prescrit, pour certaines marchandises, l'indication de leur valeur, les déclarations concernant ces marchandises doivent renfermer cette indication.

Pour les marchandises spécifiées dans les alinéas 1^{er} à 3, les bureaux afférents de douane font l'office de bureaux de statistique.

Art. 5. La confection des bulletins incombe, d'après des prescriptions plus précises à édicter

Anmelbescheins an die Anmeldestelle. Beim kleinen Grenzverkehre genügt mündliche Anmeldung.

Anmeldestellen sind die Zollämter im Grenzbezirke. Außerdem werden Anmeldestellen nach Bedürfnis dort errichtet. Die Gemeindebehörden im Grenzbezirk, an deren Sitz sich ein Zollamt nicht befindet, sind zur Übernahme der Geschäfte einer Anmeldestelle gegen entsprechende Vergütung verpflichtet.

Ausnahmeweise können auch außerhalb des Grenzbezirkes sowie außerhalb der Zollgrenze Anmeldestellen errichtet werden.

Art. 4. An Stelle der Anmelbescheine tritt für die Waren, welche nach Maßgabe der Zoll- oder Steuergesetze bei der Ein-, Aus- oder Durchfuhr den Zollbehörden schriftlich, desgleichen für die zollpflichtigen Waren, welche ihnen mündlich angemeldet werden, die Zoll- oder Steueranmeldung.

Doch ist bei schriftlicher Anmeldung im Anmeldepapiere, bei mündlicher Anmeldung mündlich auch die Herkunft und Bestimmung der Waren anzugeben. Ferner müssen bei der Abfertigung zum Eingang in den freien Verkehr sowie beim Veredelungsverkehr in den Anmeldungen die Angaben über die Gattung und Menge nach den Vorschriften dieses Gesetzes ergänzt werden.

Hat die Regierung für bestimmte Waren die Angabe des Wertes vorgeschrieben, so ist in den Anmeldungen solcher Waren auch deren Wert anzugeben.

Für die in Absatz 1 bis 3 bezeichneten Waren gelten die betreffenden Zollstellen als Anmeldestellen.

Art. 5. Die Ausstellung des Anmelbescheins liegt nach näherer Bestimmung der Regierung dem

par le Gouvernement, au destinataire, à l'envoyeur ou à l'expéditeur. Le voiturier peut suppléer l'expéditeur. Toutefois, cette faculté n'est accordée aux entreprises publiques de transport et aux personnes qui, par état, se chargent du transport des marchandises, que lorsque le destinataire, l'envoyeur ou l'expéditeur n'a pas son domicile dans l'Union douanière allemande, ni dans les exclaves de cette Union.

La responsabilité du chef de l'exactitude et de l'état complet des indications du bulletin incombe à celui qui l'a émis, et si ce dernier demeure hors de l'Union douanière allemande et de ses exclaves, au voiturier.

La même responsabilité incombe à ceux qui déclarent verbalement ou procèdent conformément à l'art. 4

Art. 6. Les entreprises publiques de transport et les personnes qui, par état, se chargent du transport des marchandises, ne peuvent faire des envois qui doivent franchir les frontières de l'Union douanière, et pour le cas où cette destination ne parvient à leur connaissance que pendant le transport, elles ne peuvent continuer l'expédition qu'après s'être fait remettre les bulletins requis, et si ces bulletins répondent, quant à la forme, aux prescriptions réglementaires et s'accordent, pour leur contenu, avec les lettres de voiture.

Pour l'exportation, il peut être accordé par exception, pour la remise du bulletin, un délai de huit jours au plus, sur la présentation d'un bulletin provisoire où les marchandises expédiées par charges complètes sont désignées uniquement par leur nature et les marchandises expédiées en ballots par le nombre et la marque des colis.

Art. 7. Aussitôt qu'un envoi sujet à la formalité de la déclaration est arrivé au siège du bureau de statistique, ou y est remis à fin d'expédition, la déclaration en est à faire sans retard, d'après les prescriptions plus spéciales à édicter par le Gouvernement, soit par le voiturier, soit par le destinataire, soit par l'envoyeur,

Empfänger, dem Versender oder dem Absender ob. Dem Warenführer ist die Vertretung gestattet, öffentlichen Beförderungsanstalten und Güterbeförderung gewerbsmäßig treibenden Personen jedoch nur dann, wenn der Empfänger, der Versender oder der Absender weder im deutschen Zollgebiete noch in den Zollausschlüssen wohnt.

Für die Richtigkeit und Vollständigkeit der Angaben des Anmeldeb Scheins ist der Aussteller, wenn dieser aber außerhalb des deutschen Zollgebiets und der Zollausschlüsse wohnt, der Warenführer verantwortlich.

Die gleiche Verantwortlichkeit trifft diejenigen, welche mündlich anmelden oder nach Art 4 Angaben machen

Art. 6. Die öffentlichen Beförderungsanstalten und diejenigen Personen, welche Güter gewerbsmäßig befördern, dürfen nach dem Zollausslande gerichtete Sendungen nur dann befördern oder, falls ihnen die Bestimmung der Waren in das Zollaussland erst während der Beförderung bekannt wird, weiter befördern, nachdem ihnen die erforderlichen Anmeldeb Scheine überwiesen worden sind und wenn letztere sowohl in formeller Hinsicht den erteilten Vorschriften entsprechen, als auch ihrem Inhalte nach mit den Frachtbriefen übereinstimmen

Für die Ausfuhr kann ausnahmsweise die Nachlieferung des Anmeldeb Scheins binnen längstens achtägiger Frist, gegen Einreichung eines Zwischenscheins (Interimsscheins), gestattet werden. Der Zwischenschein weist die Massengüter nur nach der Gattung, die Stückgüter nur nach Zahl und Merkzeichen der Packstücke nach.

Art. 7. Nachdem eine der Anmeldepflicht unterliegende Sendung am Orte der Anmeldestelle angekommen oder dort, zur Beförderung aufgegeben ist, hat nach näherer Bestimmung der Regierung entweder der Warenführer oder der Empfänger oder der Versender oder der Absender ohne Verzug die Anmeldung zu bewirken. Für

soit par l'expéditeur. Pour les cas où les envois ne passent pas par le siège du bureau de statistique, l'autorité directive prescrira les mesures que les circonstances locales réclament.

Les entreprises publiques de transport et les personnes qui se chargent, par état, du transport des marchandises, doivent déclarer par écrit au bureau de statistique, lors de la remise des bulletins définitifs ou provisoires, que ces bulletins comprennent toutes les marchandises sujettes à être déclarées.

Si, par irrégularité, un bulletin manque, ou si un bulletin provisoire n'est pas échangé en temps dû contre un bulletin définitif, la remise ultérieure du document dans un délai déterminé peut être ordonnée sous peine d'amende.

Art. 8. Les bureaux de statistique sont autorisés à faire l'inspection des marchandises par un examen extérieur. Ils vérifieront immédiatement les bulletins ; le cas échéant, ils en compareront les indications avec les lettres de voiture et avec le résultat de leur révision et les feront au besoin rectifier et compléter.

Art. 9. Pour les transports par la poste, pour les envois qui se font d'un point du territoire de l'Union douanière y compris les exclaves douanières vers un autre point de la même Union, en passant par l'étranger, pour le petit trafic des frontières, pour le transit à courte distance, pour le trafic avec les exclaves douanières, et en considération d'autres circonstances particulières, le Gouvernement peut accorder des facilités par rapport à l'obligation de déclarer.

Art. 10. Les déclarations, de même que les indications fournies en conformité de l'art. 4, alinéas 2 et 3, ne peuvent être utilisées à d'autre fin que pour la statistique officielle.

Art. 11. Sur les marchandises sujettes à être déclarées par écrit, il est perçu un droit de statistique.

Ce droit s'élève, pour les marchandises comprises dans le même bulletin ou la même déclaration :

Fälle, in welchen Sendungen den Sitz einer Anmeldestelle nicht berühren, ist von der Zolldirektionsbehörde den örtlichen Verhältnissen entsprechend Bestimmung zu treffen.

Die öffentlichen Beförderungsanstalten und die Personen, welche Güter gewerbsmäßig befördern, haben bei Übergabe der Anmeldescheine oder Zwischenscheine an die Anmeldestelle schriftlich zu erklären, daß die Scheine alle der Anmeldepflicht unterliegenden Waren umfassen.

Fehlt ein Anmeldeschein ordnungswidrig oder wird ein Zwischenschein nicht rechtzeitig durch den Anmeldeschein eingelöst, so kann die Nachreichung innerhalb bestimmter Frist bei Strafe aufgegeben werden.

Art. 8. Die Anmeldestellen sind zur Beschau der Waren durch äußere Befichtigung befugt. Ihnen liegt ob, ohne Verzug die Anmeldescheine zu prüfen; erforderlichenfalls haben sie deren Angaben mit den Frachtpapieren und dem Warenbefunde zu vergleichen und die Berichtigung oder Bervollständigung zu veranlassen.

Art. 9. Die Regierung kann beim Postverkehr, bei Sendungen vom Zollgebiet, einschließlich der Zollausschlüsse, durch das Ausland nach diesen Gebieten, beim kleinen Grenzverkehr, bei der Durchfuhr auf kurzen Straßenstrecken, beim Verkehr mit den Zollausschlüssen sowie in Rücksicht auf sonstige besondere Verhältnisse Erleichterungen bezüglich der Verpflichtung zur Anmeldung eintreten lassen.

Art. 10. Die Anmeldungen, desgleichen die Angaben nach Art. 4 Abs. 2 und 3 dürfen nur für die Zwecke der amtlichen Statistik benutzt werden.

Art. 11. Von den schriftlich anzumeldenden Waren ist eine Gebühr — statistische Gebühr — zu entrichten.

Dieselbe beträgt für die in demselben Anmeldeschein oder derselben Anmeldung aufgeführter Waren :

1° en cas d'emballage partiel ou total, par 500 kgr. à 6¼ cent. ;

2° s'il n'y pas d'emballage, par 1000 kgr. à 6¼ cent. ;

3° pour la houille, le coke, la tourbe, le bois, les céréales, les pommes de terre, les minerais, les pierres, le sel, le fer brut, le ciment, les engrais, les matières premières pour le tissage, et autres marchandises à désigner par le Gouvernement et expédiées par charges complètes en wagon, voiture, navire ou radeau, avec ou sans emballage, par 10000 kgr., à 12½ cent. ;

4° pour chevaux, mulets, ânes, bêtes à cornes, porcs, moutons ou chèvres, par cinq pièces, 6¼ cent.

Le droit ne sera pas perçu pour d'autres animaux non enfermés.

Pour les fractions de l'unité de perception, le droit entier sera perçu.

Art. 12. Sont exemptés des droits de statistique :

- 1° les marchandises
 - a) expédiées sous contrôle douanier ;
 - b) admises à l'entrepôt comme n'ayant pas encore acquitté les droits de douane ;
 - c) mises en libre circulation après paiement des droits d'entrée ;
 - d) exportées sous contrôle officiel en vue d'obtenir restitution ou décharge d'impôt ;

2° les marchandises qui, en vertu des papiers directs qui les accompagnent, sont transportées en libre circulation :

- a) par l'Union douanière en transit ;
- b) d'un territoire à l'autre de la même Union ou dans les exclaves douanières, en passant par l'étranger ;

3° a) les marchandises qui sont transportées dans les exclaves douanières et qui, de là, sont exportées à l'étranger ou qui passent en transit par les mêmes exclaves ;

b) les marchandises qui sortent de ces exclaves avec la destination d'être expédiées dans ces territoires ou dans celui de l'Union douanière, en passant par l'étranger ;

1. wenn dieselben ganz oder teilweise verpackt sind, für je 500 Kgr., 6¼ Cent. ;

2. wenn dieselben unverpackt sind, für je 1000 Kgr., 6¼ Cent. ;

3. bei Kohlen, Koks, Torf, Holz, Getreide, Kartoffeln, Erzen, Steinen, Salz, Roheisen, Zement, Düngungsmitteln, Rohstoffen zum Verspinnen und anderen, von der Regierung zu bezeichnenden Massengütern in Wagenladungen, Schiffen oder Fässen, verpackt oder unverpackt, für je 10000 Kgr. 12½ Cent. ;

4. bei Pferden, Maultieren, Eseln, Rindvieh, Schweinen, Schafen und Ziegen ist zu entrichten für je fünf Stück 6¼ Cent.

Von anderen nicht in Umschließungen verwahrten lebenden Tieren wird eine Gebühr nicht erhoben.

Für Bruchteile der Mengeneinheiten kommt die volle Gebühr in Anrechnung.

Art. 12. Von der statistischen Gebühr sind befreit :

- 1) die Waren, welche
 - a) unter Zollüberwachung versendet,
 - b) auf Niederlagen für unverzollte Gegenstände gebracht,
 - c) nach Entrichtung des Eingangszolls in den freien Verkehr gesetzt, oder
 - d) zum Zwecke der Zurückvergütung oder des Erlasses von Abgaben unter amtlicher Überwachung ausgeführt werden ;

2. die Waren, welche auf Grund unmittelbarer Begleitpapiere im freien Verkehre

- a) durch das Zollgebiet durchgeführt, oder
- b) aus demselben durch das Ausland nach dem Zollgebiet oder nach den Zollausschlüssen befördert werden ;

3. die Waren, welche

- a) in die Zollausschlüsse gebracht, von dort nach dem Ausland ausgeführt oder durch sie durchgeführt werden,

b) aus diesen Gebieten ausgehen mit der Bestimmung, durch das Ausland nach diesen Gebieten oder nach dem Zollgebiete befördert zu werden ;

4° les objets d'exposition ;
5° les envois postaux ;
6° d'autres envois dont le poids brut est inférieur à vingt kilogrammes.

L'exemption du droit de statistique ne s'étend pas :

1° aux marchandises exemptes des droits de douane, mais soumises à la formalité douanière, lesquelles marchandises, expédiées sous le contrôle de la douane, sont mises en libre circulation par un des bureaux de l'intérieur ;

2° aux marchandises qui ont librement circulé sur le territoire de l'Union douanière et qui, sortant d'entrepôts pour les objets pour lesquels les droits n'ont pas été acquittés, sont expédiées en pays étrangers ;

3° aux marchandises étrangères qui sont transportées dans les exclaves douanières afin d'y être consommées ;

4° aux marchandises qui circulent librement sur le territoire de l'Union douanière et qui sont transportées dans les exclaves douanières sans qu'elles soient destinées à y être consommées.

Art. 13. Le droit de statistique (art. 11) est acquitté par l'apposition de timbres jusqu'à concurrence de l'import requis, sur le bulletin ou sur les papiers qui en tiennent lieu d'après l'art. 4, et ce avant la remise de ces pièces au bureau de statistique

Est responsable envers l'Etat du paiement des droits de statistique, celui qui, au moment de la déclaration, est possesseur de la marchandise.

Art. 14. Les dispositions relatives au contrôle des droits de douane sont applicables au droit de statistique.

Il en est de même des dispositions qui régissent la prescription des droits de douane.

Art. 15. Les agents de l'administration des douanes ainsi que les autres organes chargés des enquêtes statistiques surveillent l'observa-

4. Ausstellungsgüter ;
5. die Postsendungen ;
6. andere Sendungen unter 20 Kgr. Rohgewicht.

Die Befreiung von der statistischen Gebühr erstreckt sich nicht :

1. auf die einer Zollabfertigung unterworfenen zollfreien Waren, welche nach vorheriger Verfrachtung unter Zollüberwachung bei einem Amte im Innern in den freien Verkehr gesetzt,

2. auf Waren, welche aus dem freien Verkehr des Zollgebiets stammen und von Niederlagen für unverzollte Gegenstände unter Zollüberwachung nach dem Auslande verbracht,

3° auf ausländische Waren, die in die Zollausschlüsse zum Zwecke des Verbrauchs gebracht werden,

4° auf Waren des freien Verkehrs des Zollgebiets, welche in die Zollausschlüsse gebracht werden und dort nicht zum Verbrauch bestimmt sind.

Art. 13 Die Verpflichtung zur Entrichtung der statistischen Gebühr (Art. 11) wird durch Verwendung von Stempelmarken in dem erforderlichen Wertbetrag auf den Anmeldebcheinen oder den dieselben nach Art. 4 vertretenden Papieren vor Übergabe derselben an die Anmeldestellen erfüllt.

Für die Entrichtung der statistischen Gebühr haftet dem Staate gegenüber derjenige, welcher zur Zeit, wo die Anmeldung stattzufinden hat, Besitzer der Ware ist.

Art. 14. Die für die Prüfung der Zölle bestehenden Vorschriften finden auf die statistische Gebühr Anwendung.

Auf die Verjährung der statistischen Gebühr finden die für die Zollgefälle geltenden Bestimmungen entsprechende Anwendung.

Art. 15. Die Organe der Zollverwaltung und die mit den statistischen Erhebungen sonst betrauten Organe haben die Beobachtung der Vorschriften

tion des prescriptions de la présente loi et dénonceront les contraventions qui s'y commettent.

Art. 16. Les infractions aux dispositions de la présente loi et à celles qui seront rendues et publiées en son exécution, infractions commises par les voituriers et les destinataires, envoyeurs ou expéditeurs indigènes, seront punies d'une amende d'ordre jusqu'à cent vingt-cinq francs, sans préjudice des dispositions des art. 188, 189 et 190 du Code pénal. Les commerçants et industriels, les administrateurs des chemins de fer et les compagnies de bateaux à vapeur, de même que d'autres personnes n'appartenant pas à la classe des commerçants et industriels, sont responsables, dans la mesure établie par le § 153 de la loi douanière, des contraventions commises par des tiers aux dispositions législatives ou réglementaires.

Pour la constatation, la poursuite, la décision et la prescription des infractions aux dispositions de la présente loi ou à celles qui sont rendues en son exécution, de même que pour la remise ou la modération des peines par voie de grâce, il sera procédé suivant les dispositions qui régissent les cas de contravention aux lois douanières.

Les amendes prononcées en vertu de la présente loi appartiennent au trésor public.

Art. 17. Le privilège attribué au voiturier par la loi du 29 février 1872 concernant les prêts commerciaux sur nantissement s'étend sur les droits qui découlent, pour le voiturier, de l'accomplissement des obligations qui lui sont imposées par la présente loi, ou de celles qu'il remplit au lieu et place du destinataire, de l'envoyeur ou de l'expéditeur (art. 5).

Art. 18. Le produit du droit de statistique est versé au Trésor grand-ducal.

Le Gouvernement est autorisé à prendre des arrangements avec l'Allemagne au sujet des indemnités qui peuvent lui revenir du chef de

dieses Gesetzes zu überwachen und Zuwiderhandlungen gegen dieselben zur Anzeige zu bringen.

Art. 16. Zuwiderhandlungen gegen die Vorschriften dieses Gesetzes sowie der infolge derselben erlassenen und öffentlich bekannt gemachten Ausführungsbestimmungen von Seiten der Warenführer und inländischen Empfänger, Versender oder Absender sind, unbeschadet der Vorschriften in Art. 188, 189, 190 des Strafgesetzbuchs mit einer Ordnungstrafe bis zu einhundert fünf und zwanzig Franken zu bestrafen. Handel- und Gewerbetreibende, Eisenbahnverwaltungen und Dampfschiffahrtsgesellschaften sowie andere nicht zur Handel- und gewerbetreibenden Klasse gehörende Personen haften bezüglich der von Dritten begangenen Verletzungen der gesetzlichen und Ausführungsbestimmungen nach Maßgabe des § 153 des Vereinszollgesetzes.

In betreff der Feststellung, Untersuchung, Entscheidung und Verjährung der Zuwiderhandlungen gegen die Vorschriften dieses Gesetzes und der dazu erlassenen Ausführungsbestimmungen sowie in betreff der Strafmilderung und des Erlasses der Strafen im Gnadenwege kommen die Vorschriften zur Anwendung, nach welchen sich das Verfahren wegen Zuwiderhandlungen gegen die Zollgesetze bestimmt.

Die auf Grund dieses Gesetzes erkannten Geldstrafen fallen der Staatskasse zu.

Art. 17. Das dem Warenführer nach dem Gesetze vom 29. Februar 1872 über die Handelsdarlehen auf Unterpand dem Frachtgute zustehende Pfandrecht erstreckt sich auch auf die Ansprüche, welche dem Warenführer aus der Erfüllung der ihm nach diesem Gesetz obliegenden Verpflichtungen oder aus der Vertretung des Empfängers, Versenders oder Absenders (Art. 5) erwachsen.

Art. 18. Der Ertrag der statistischen Gebühr fließt in die Großherzogliche Staatskasse.

Die Regierung wird ermächtigt, mit dem deutschen Reiche bezüglich der demselben für seine Mitwirkung bei der Ausführung dieses Gesetzes,

sa participation à l'exécution de la présente loi, notamment par le personnel de la douane et par celui de son bureau de statistique.

Art. 19. [Le Gouvernement est autorisé à prendre les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente loi.

Art. 20. La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} avril 1907.

La loi du 17 décembre 1879 sur la statistique du mouvement commercial est abrogée.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne

Santa Margherita, le 15 mars 1907.

Le Directeur général
des finances,
M. MONGENAST.

GUILLAUME.

namentlich durch die Beamten der Zollverwaltung und derjenigen seines statistischen Amtes etwa zustehenden Entschädigungen Abkommen abzuschließen.

Art. 19. Die Regierung wird ermächtigt, die zur Ausführung des gegenwärtigen Gesetzes nötigen Maßnahmen zu treffen.

Art. 20. Das gegenwärtige Gesetz tritt mit dem 1. April 1907 in Kraft.

Das Gesetz vom 17. Dezember 1879 über die Statistik des Warenverkehrs wird aufgehoben.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz ins „Mémorial“ eingerückt werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Santa Margherita, den 15. März 1907.

Der General-Director
der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.

Wilhelm.

Ausführungsbestimmungen zum Gesetze, betreffend die Statistik des Warenverkehrs zwischen dem Zollverein und dem Auslande, vom 15. März 1907.

I. Gattung, Menge und Wert der Waren.

§ 1. — (1) Bei den Anmeldungen für die Warenverkehrsstatistik ist den Angaben über Gattung, Menge und Wert der Waren (Art. 1, 2 des Gesetzes) das Statistische Warenverzeichnis zugrunde zu legen, das in fortlaufender Nummernfolge die Waren einzeln oder in Gruppen in der Reihenfolge der Abschnitte und Unterabschnitte des Zolltarifs auführt und für jede Warengattung den Maßstab der Anschreibung (Kilogramm, Festmeter, Faß, Stück, Wert usw.) bezeichnet. In der Regel muß die Gattung jeder Ware nach deren handelsüblicher oder sonst sprachgebräuchlicher Benennung und der Art der Beschaffenheit angegeben werden. In den in Anlage B des Statistischen Warenverzeichnisses aufgeführten Fällen sind die Waren nach anderen Maßstäben als nach Gewicht oder neben dem Gewicht auch nach anderen Maßstäben anzumelden. In den in Anlage C bezeichneten Fällen ist der Wert der Waren anzumelden.

(2) Zur richtigen Anwendung des Statistischen Warenverzeichnisses dient das Alphabetische Verzeichnis dazu, das die einzelnen Waren nach ihren handelsüblichen oder sonst sprachgebräuchlichen Benennungen in alphabetischer Ordnung auführt und bei jeder derselben die Nummer des Statistischen Warenverzeichnisses sowie alles sonst für eine richtige statistische Anmeldung und Anschreibung Erforderliche angibt.

(3) Sofern eine Ware in diesem Verzeichnisse nicht genannt ist, ist sie mit ihrer handelsüblichen oder sonst sprachgebräuchlichen Benennung anzumelden. Läßt sich hieraus die statistische Nummer noch nicht bestimmen, so ist außerdem der Stoff, aus dem die Ware hergestellt ist, die Art der Bearbeitung und der Verwendungszweck anzugeben.

(4) Soweit im Statistischen Warenverzeichnisse für die Aus- und Durchfuhr allgemeinere Warenbenennungen durch Zusammenfassung einzelner Nummern, wie bei Pinseln, Messerschmiede-

waren, Fahrradteilen usw. zugelassen sind, ist dies bei den Nummern des Statistischen Warenverzeichnisses besonders ersichtlich gemacht.

(5) In Fällen, in denen an Stelle der Anmeldebescleine die Zollanmeldungen treten (Art. 4 des Gesetzes), genügt für den Eingang auf und den Abgang von Niederlagen, für die Durchfuhr durch das Zollgebiet und vom Zollgebiet durch das Ausland nach dem Zollgebiete die Anmeldung der Gattung und Menge der Waren nach den zollgesetzlichen Vorschriften. In den Anmeldungen zum Eingang in den freien Verkehr und zum Ein- oder Ausgang im Veredelungsverkehre sind die Angaben über die Gattung und Menge der Waren nach den Bestimmungen unter Abs. 1 bis 3 zu ergänzen. Handelt es sich um eine Ware, für welche die Angabe des Wertes vorgeschrieben ist, so ist in der Anmeldung auch deren Wert zu vermerken (Abs. 1). Bei der Durchfuhr von Waren vom Inlande durch das Ausland nach dem Inland, ohne Zollüberwachung auf Grund unmittelbarer Begleitpapiere, sowohl aus dem freien Verkehre stammender als auch ausländischer von Niederlagen im Zollgebiete herkommender, genügt eine Benennung der Waren nach den zollamtlichen Vorschriften für die Abfertigung mit Anmeldung für den Zwischenauslandsverkehr (Deklarationschein) oder mit Zollbegleitschein.

(6) Wenn in besonderen Fällen bei der Einfuhr Befreiung von der zollamtlichen Beschau der Waren gestattet ist, wie bei der Rückbeförderung von Ausstellungsgütern aus dem Auslande, so genügt die Angabe der Gattung, der Menge und des Herkunftslandes in den Anmeldungen auf Grund der dem zunächst zur Anmeldung Verpflichteten zur Verfügung stehenden Frachtpapiere usw. Dieser ist aber verpflichtet, den Empfänger der Waren namhaft zu machen. Ausstellungsgüter, die nicht vormerklich behandelt werden, sind bei der Ein- und Ausfuhr als solche ausdrücklich in dem Anmeldebesclein unter Angabe des Ausstellungsortes und des Empfängers oder Versenders zu bezeichnen.

(7) Bei den nach Gewicht anzumeldenden verpackten Waren ist das Neingewicht anzugeben. Wenn in den einzelnen Packstücken nur eine Warengattung enthalten ist, genügt die Angabe des Rohgewichts und der Verpackungsart. Ausgenommen sind die unmittelbar aus dem Ausland oder von einer Niederlage, einem Freibeizirk oder Zollausschlusse zum Eingang in den freien Verkehr angemeldeten, nach dem Rohgewichte zollpflichtigen Waren, bei denen das in den Zoltpapieren angegebene Rohgewicht auch für die statistische Anmeldung genügt. Bei Flüssigkeiten und den zur Einfuhr kommenden verdichteten Gasen wird die unmittelbare Umschließung zum Neingewichte gerechnet. Bei der Einfuhr von flüssigen tierischen und pflanzlichen Fetten, fetten Ölen und Mineralölen zur Veredelung, auf eine Niederlage, auf ein fortlaufendes Konto, in einen Freibeizirk oder einen Zollausschluß sowie bei der Ausfuhr ist das Eigengewicht der flüssigen Fette, fetten Öle und Mineralöle — sonach ohne das Gewicht der Umschließungen und der zur Beförderung dienenden Behältnisse —, bei der Ausfuhr von verdichteten Gasen das Eigengewicht der Gase ohne Stahlflaschen usw. anzumelden.

Beim Durchfuhrverkehre genügt die Angabe des Rohgewichts

(8) Für die nach Stückzahl anzumeldenden Waren, wie Hüte, nicht gewirkte, nicht gehäkelte oder gestrickte Mützen, Hutstumpen aus Filz, Wagen, Schlitten, Taschenuhren, auch Gehäuse, Uhrwerke und Rohwerke dazu, ferner Heringe nach Faß, für welche die statistische Gebühr nach Gewicht zur Erhebung gelangt, ist neben der Stückzahl auch das Gewicht anzugeben.

(9) Das Gewicht der Wasserfahrzeuge, mit Ausnahme der eingefuhrten Fluß und Binnenseeschiffe für Luxuszwecke, kann durch Abschätzung ermittelt werden

(10) Bei der Ausfuhr von Branntwein aller Art (einschließlich des Weingeistes) und weingeisthaltigen Erzeugnissen aus dem freien Verkehr ist die Gattung nach der handelsüblichen Benennung zu bezeichnen. Gehen derartige Waren unter steueramtlicher Überwachung aus, so ist der Weingeistgehalt in Litern Weingeist anzugeben.

(11) Bei der Ausfuhr von zuckerhaltigen Waren unter steueramtlicher Überwachung ist die Gattung nach der handelsüblichen Benennung und das Reingewicht des der Berechnung der Steuervergütung zugrunde gelegten oder steuerfrei abgelassenen Zuckers anzugeben.

(12) Der Wert ist in der Weise zu berechnen daß zu dem Preise am Versendungsorte die Kosten der Beförderung bis zur Grenze des Zollgebiets sowie die Versicherungs- und die sonstigen Kosten zugeschlagen werden.

II. Herkunft und Bestimmung der Waren.

§ 2. — (1) Bei der Einfuhr ist das Land der Herkunft, bei der Ausfuhr das Land der Bestimmung, bei der Ausfuhr aus Niederlagen, fortlaufenden Konten, Freibezirken und den Zollausschlüssen sowie bei der Durchfuhr das Land der Herkunft und der Bestimmung anzugeben. Im Verkehre mit den Zollausschlüssen und Freibezirken sind außerdem die Vorschriften in den §§ 3, 4 zu beachten.

(2) Als Land der Herkunft ist dasjenige Land anzusehen, in welchem die Ware in derjenigen Beschaffenheit erzeugt oder hergestellt ist, in welcher sie zur Einfuhr in das deutsche Zollgebiet oder in einen Zollausschluß gelangt. Ist dieses Land nicht bekannt, so ist dasjenige Land anzugeben, aus dessen Eigenhandel die Ware stammt, und falls auch dieses Land nicht bekannt ist, dasjenige Land, aus dessen Gebiete die Versendung der Ware mit der Bestimmung nach dem deutschen Zollgebiet oder nach einem Zollausschluß erfolgt ist. Dabei bleiben die Länder, durch welche die Ware auf der Beförderung, sei es auch mit Umladung oder Umfrachtung (Umspedition), durchgeführt wurde, außer Betracht.

(3) Für inländische Waren, die im Auslande veredelt worden sind, ist dasjenige Land anzugeben, in dem die Veredelung vorgenommen worden ist.

(4) Als Land der Bestimmung ist dasjenige Land anzugeben, für dessen Verbrauch die Ware bestimmt ist. Ist dieses Land nicht bekannt, so ist dasjenige Land anzugeben, das als Endziel der Sendung bekannt ist.

(5) Für Waren, die zur Veredelung ausgeführt werden, ist dasjenige Land anzugeben, in dem die Veredelung stattfinden soll.

§ 3. — (1) Die vom Zollgebiet ausgeschlossenen Gebietsteile des Deutschen Reichs sind, soweit sie als selbständige Handelsgebiete in Betracht kommen, als Herkunfts- und Bestimmungsland anzumelden, und zwar die preussische Insel Helgoland und die badischen Zollausschlüsse, auf welche Gebiete die Bestimmungen des Gesetzes und demzufolge die Ausführungsbestimmungen keine Anwendung finden, ohne Einschränkung, der Freihafen Hamburg jedoch nur in den nachstehend bezeichneten Fällen.

(2) Als Herkunftsland ist der Freihafen Hamburg anzugeben, wenn es sich um Waren handelt, die daselbst erzeugt oder be- oder verarbeitet sind.

(3) Als bearbeitet oder verarbeitet im Sinne dieser Ausführungsbestimmungen wird eine Ware angesehen, wenn sie durch die im Freihafen erhaltene Behandlung eine Beschaffenheit erlangt hat, daß sie dadurch unter eine andere Nummer des Zollarifs fällt als diejenige, der sie

früher angehörte, oder wenn sie in einem der im Freihafen Hamburg zugelassenen Fabrikbetriebe zwar nicht in ihrer Beschaffenheit, aber doch in ihrem Handelswerte wesentlich verändert oder mit Waren anderer Gattung oder Herkunft gemischt oder verbunden worden ist. Die Angabe in dem Anmeldebefehle, daß eine Ware im Freihafen Hamburg hergestellt ist, gilt als Erklärung, daß die Ware für inländische Rechnung hergestellt wurde. Wenn ausnahmsweise die Herstellung für ausländische Rechnung erfolgt ist, so ist dies in der Anmeldung besonders anzugeben.

(4) Der Bearbeitung im Freihafen Hamburg wird gleichgestellt, wenn eine Ware von einem Lager des Freihafens in das Zollgebiet gebracht, hier für Rechnung des Lagerinhabers bearbeitet oder veredelt und alsdann nach dem Freihafen wieder zurückgeführt wird, ohne daß zur Zeit der Zurückführung nach dem Freihafen eine Bestimmung über die Weiterverfendung der Ware aus dem Freihafen getroffen ist

(5) In allen anderen Fällen ist das Herkunftsland nach § 2 anzumelden.

(6) Als Bestimmungsland ist der Freihafen Hamburg nur dann anzugeben, wenn die dahin ausgeführte Ware zur Lagerung oder zum Verbrauch oder zur Ver- oder Verarbeitung daselbst bestimmt ist, oder wenn zur Zeit der Ausfuhr über die Zollgrenze gegen den Freihafen Hamburg die endgültige Bestimmung noch nicht bezeichnet werden kann. Im letzteren Fall ist der Hamburger Empfänger anzugeben.

(7) In allen anderen Fällen ist das Bestimmungsland nach § 2 anzumelden

§ 4 — (1) Auf den Warenverkehr der Freibezirke*) und der im § 3 nicht genannten Zollausschlüsse Bremen, Bremerhaven, Cuxhaven, Emden und Geestemünde mit dem Zollgebiete finden hinsichtlich der Anmeldung des Herkunfts und Bestimmungslandes die für Niederlagen geltenden Bestimmungen unter Berücksichtigung der durch die Natur der Freibezirke und der angeführten Zollausschlüsse gebotenen Abweichungen Anwendung. Bei Warensendungen im Verkehre mit diesen Gebieten ist demgemäß das Herkunftsland anzugeben, wenn Waren von dem Auslande nach diesen Gebieten eingeführt werden, oder wenn Waren, inländische sowohl wie ausländische, aus diesen Gebieten in den freien Verkehr des Zollgebiets gebracht werden.

(2) Das Herkunfts- und zugleich das Bestimmungsland ist anzugeben, wenn eine ausländische Ware aus einem Freibeirk oder einem Zollausschlusse (mit Ausnahme vom Freihafen Hamburg) nach dem Auslande versendet wird.

(3) Sendungen von Waren aus dem freien Verkehre des Zollgebiets nach einem Freibeirk oder nach einem der bezeichneten Zollausschlusse sind gleich inländischen Waren, die in Zollniederlagen aufgenommen werden, für die Warenverkehrsstatistik nicht anzumelden. Ihre Anmeldung erfolgt erst beim endgültigen Ausgange.

§ 5. — Bei der Ausfuhr von Gegenständen, die zum Schiffsbedarfe (wie Kohlen, Taue, Schmieröl, Lebensmittel usw.) dienen und der Anmeldepflicht unterworfen sind, ist das Schiff als deutsches oder fremdes Schiff zu bezeichnen.

§ 6. — Die Bezeichnung der Länder erfolgt durch Angabe der Staaten (Zollgebiete), Kolonien oder Schutzgebiete, wobei mindestens die in der Anlage genannten Länder der Herkunft und der Bestimmung zu unterscheiden sind; an deren Stelle können, falls ihrer Lage nach allgemein bekannte größere Handelsplätze in Frage stehen, diese angegeben werden.

*) B. B. bestehen Freibezirke in Brake, Altona, Stettin, Neufahrwasser.

III. — Anmeldestellen.

§ 7. — (1) Die Errichtung von Anmeldestellen außer den Zollämtern (Art. 3 des Gesetzes) ist Sache der Regierung.

(2) Jeder Anmeldestelle im Grenzbezirk (Art. 3 des Gesetzes) wird eine bestimmte Strecke der Zollgrenze zugeteilt.

(3) Die Orte, an denen sich Anmeldestellen befinden, und die den einzelnen Anmeldestellen zugewiesenen Grenzstrecken und Verkehrsarten werden öffentlich bekannt gemacht.

§ 8. — (1) Die im Art. 1 des Gesetzes vorgeschriebenen Anmeldungen können, insoweit nicht die Bestimmungen des Art. 4 des Gesetzes Anwendung finden, nur bei der Anmeldestelle bewirkt werden, der die Grenzstrecke und Verkehrsart hiernach überwiesen ist.

(2) Die Bestimmung der Geschäftsstunden für die Anmeldestellen liegt der Zollverwaltung ob. Erfolgt die Ankunft der Warensendung oder deren Aufgabe zur Beförderung am Sitz einer Anmeldestelle für den Warenverkehr des Zollgebiets außerhalb der Geschäftsstunden der letzteren, so müssen die Warenführer die Anmeldung der Sendung alsbald beim Wiederbeginne der Geschäftsstunden der Anmeldestelle bewirken.

(3) Für den Eisenbahnverkehr sind die Geschäftsstunden der Anmeldestellen unter Berücksichtigung der jeweiligen Fahrpläne dergestalt zu regeln, daß Zuverspätungen und Betriebsstörungen vermieden werden.

§ 9. — Die von der Zollverwaltung für die Fälle, in welchen Sendungen den Sitz einer Anmeldestelle nicht berühren, nach Art. 7 Abs. 1 des Gesetzes zu treffenden Bestimmungen werden öffentlich bekannt gemacht.

IV. — Anmeldesteine.

Verpflichtung zur Ausstellung

§ 10. — (1) Die Ausstellung des Anmeldesteins liegt dem Versender der Ware ob, sofern er seinen Wohnsitz in dem Zollgebiet oder in einem Zollausschlusse hat.

(2) Für einen im Inlande wohnenden Versender kann der Warenführer die Ausstellung des Anmeldesteins übernehmen, sofern er nicht Vertreter einer öffentlichen Beförderungsanstalt ist oder zu den die Güterbeförderung gewerbsmäßig betreibenden Personen gehört.

(3) Für Sendungen in Mengen unter 20 Kilogramm Rohgewicht aus dem freien Verkehr des Zollgebiets nach dem Ausland ist der Absender (Spediteur) in Vertretung des Versenders zur Ausstellung des Anmeldesteins berechtigt.

(4) Wohnet der Versender der Ware im Ausland, so trifft die Pflicht der Ausstellung des Anmeldesteins den Warenführer.

(5) Als Versender ist derjenige anzusehen, für dessen Rechnung ein Frachtvertrag abgeschlossen wird, als Absender derjenige, der durch Ausstellung des Frachtbriefes, Konnossements (Seefrachtsteins) usw. den Frachtvertrag abschließt.

(6) Die Anmeldung des Schiffsbedarfs für ausgehende Schiffe liegt demjenigen ob, der die Lieferung ausführt.

(7) In den Fällen, in denen nach Art. 4 des Gesetzes die Anmeldesteine durch Zoll- oder Steueranmeldungen ersetzt werden, geht die Verpflichtung zur Aufnahme der erforderlichen statistischen Angaben in diese auf den Zoll- oder Steueranmelder über. Bei der Abfertigung von Waren zum Eingang in den freien Verkehr können die Warenempfänger und beim Veredelungs-

verkehre die Warenempfänger oder die Versender zur Ergänzung der Angaben über Gattung, Menge und Wert herangezogen werden.

(8) Aussteller, Warenempfänger und Versender haften für die Richtigkeit ihrer Angaben.

(9) Der Anmeldebchein ist mit Zeit und Ort der Ausstellung und mit der Unterschrift des Ausstellers zu versehen. Diese Unterschrift wird durch einen bloßen Stempelabdruck oder durch einen Vorbruck des Geschäftsnamens (Firma) des Ausstellers nicht ersetzt.

Vordrucke (Formulare) zu den Anmeldebcheinen.

§ 11. — (1) Zu den Anmeldebcheinen kommen Vordrucke von verschiedenfarbigem Papier zur Anwendung und zwar :

- für die Einfuhr zollfreier Waren weiß,
- für die Ausfuhr nicht unter zoll- oder steueramtlicher Überwachung stehender Waren . . grün,
- für die Durchfuhr zollfreier Waren durch das deutsche Zollgebiet mit unmittelbaren Begleit- (Fracht-) Papieren gelb,
- für die Versendung von Waren aus dem Ausland oder dem Freihafen Hamburg ohne Lagerung land- oder flußwärts durch das deutsche Zollgebiet und das Ausland (See) nach dem Zollgebiet mit unmittelbaren Begleit- (Fracht-) Papieren . . gelb mit grünem Rande,
- für den Verkehr vom deutschen Zollgebiet oder von einem Zollausschlusse (vom Freihafen Hamburg nur für gelagerte Waren land- oder flußwärts) durch das Ausland nach einem dieser Gebiete mit unmittelbaren Begleit- (Fracht-) Papieren :
- mit Waren des freien Verkehrs rosafarben,
- mit unverzollten ausländischen Waren rosafarben mit gelbem Rande.

§ 12. — (1) Die Reichsdruckerei in Berlin (SW., Oranienstraße Nr. 90—94) verkauft die Vordrucke zu den Anmeldebcheinen in Mengen von 100 Stück oder in Vielfachen von Hundert. Diese Vordrucke sind mit dem Stempel des Kaiserlichen Statistischen Amtes in Berlin versehen.

(2) Einzeln werden diese Vordrucke zu den Anmeldebcheinen unentgeltlich von allen Anmeldestellen verabfolgt. In größerer Anzahl können sie von denselben gegen Erstattung der Kosten bezogen werden.

(3) Außerdem verkaufen die Postämter Vordrucke zu Ausfuhranmeldebcheinen mit eingedrucktem Wertzeichen von 5 Pfennig (6½ Centimes).

§ 13. — (1) Die Vordrucke zu den Anmeldebcheinen können auch von Privatdruckereien hergestellt werden, doch darf dann der Stempel des Kaiserlichen Statistischen Amtes nicht aufgedruckt sein. Im übrigen müssen dergleichen Vordrucke den amtlich gelieferten Vordrucken vollständig entsprechen.

(2) Die Anmeldebcheine müssen, wo sie auch angefertigt sein mögen, von gleicher Form, Größe, Farbe und Einrichtung sein, wie die amtlich gelieferten.

(3) Öffentliche Beförderungsanstalten können die von Privatdruckereien hergestellten Vordrucke zu Anmeldebcheinen mit ihrem Stempel versehen lassen.

§ 14. — Über die Berechnung des Erlöses aus dem Verkaufe der Anmeldebcheine hat die Zolldirektion die Anmeldestellen mit Anweisung zu versehen.

§ 15. — (1) Ein Anmeldebchein soll in der Regel nur den Inhalt eines einzelnen Frachtbriefes oder Konnossements umfassen. Ausgenommen von dieser Bestimmung sind jedoch :

1. bei der Einfuhr die als Anmeldescheine zur Verwendung kommenden Zollanmeldungen über zollfreie Waren;
 2. bei der Ausfuhr Sendungen an einen oder verschiedene Empfänger, die von ein und demselben Versender gleichzeitig über ein und dieselbe Anmeldestelle ausgeführt werden.
- (2) In beiden Fällen erfolgt die Berechnung der statistischen Gebühr nach den gebührenpflichtigen Gesamtmengen. Letztere sind besonders zu bilden für verpackte oder unverpackte Waren, Massengüter und Vieh.

V. — Anmeldung der Waren.

1. Das Zollgebiet und die Zollanschlüsse (mit Ausnahme des Freihafens Hamburg [§§ 33—39])

§ 16. — (1) Die Anmeldung liegt dem Warenführer ob und wird bewirkt durch Übergabe eines Anmeldescheins bei der Anmeldestelle.

(2) Für die ein- und ausgehenden Waren haben die öffentlichen Beförderungsanstalten und die Personen, die Güter gewerbsmäßig befördern, bei der Uebergabe der Anmeldescheine oder Zwischenscheine (Interimscheine) — Art. 6 Abs. 2 des Gesetzes — an die Anmeldestellen bei der Ausfuhr stets, bei der Einfuhr, soweit Zollanmeldungen nicht abgegeben werden, schriftlich zu erklären, daß diese alle der Anmeldepflicht unterliegenden Waren umfassen.

(3) Auf Erfordern sind, soweit dies nicht anderweit ausdrücklich vorgeschrieben ist, den Anmeldestellen alle über die Sendungen vorhandenen Frachtkarten, Ladelisten, Ladungsverzeichnisse (Manifeste) usw. zur Einsichtnahme vorzulegen.

A. Einfuhr.

§ 17. — Das Zollgebiet mit Ausnahme der Freibezirke.

(1) Die statistische Anmeldung der in das Zollgebiet eingehenden Waren hat gleichzeitig mit der zollamtlichen Abfertigung zu erfolgen und schließt sich hinsichtlich der Angabe über Gattung und Menge der Waren den verschiedenen Zollabfertigungsarten an. Die nach dem Vereinszollgesetz über die eingehenden Waren schriftlich abzugebenden Anmeldungen vertreten die Anmeldescheine. In diesen ist alsdann außer der Gattung und Menge der Waren das Herkunftsland anzugeben.

(2) Bei der zollamtlichen Abfertigung kommen demgemäß die Eingangsanmeldungen, auch Ladungsverzeichnisse und Manifeste als Anmeldescheine in Anwendung, und es bedarf nicht der Abgabe eines besonderen Anmeldescheins. Nach denselben sind die statistischen Angaben bis zur erfolgten Anschreibung in einer Verkehrsnachweisung in den Abfertigungspapieren und Zollbüchern festzuhalten.

(3) Die statistischen Angaben über zollpflichtige Gegenstände, deren mündliche Zollanmeldung zugelassen ist, können summarisch den Zolleinnahmebüchern oder den Blättern der Zollquittungsbücher entnommen werden. In allen übrigen Fällen, in denen die Abgabe einer schriftlichen Zollanmeldung nicht erfolgt, ist zur statistischen Anmeldung der Vorbruck (§ 11), sofern es sich nicht um kleinen Grenzverkehr handelt, in Anwendung zu bringen. In dem statistischen Anmeldescheine für die Einfuhr ist Name und Wohnort des Empfängers der Ware anzugeben.

(4) Beim Eingang in den freien Verkehr und zur Veredelung sind die für die Statistik erforderlichen Angaben über Gattung und Menge der Waren nach dem Statistischen Warenverzeichnis seitens des Warenführers oder des Empfängers zu machen. Die zollamtliche Beschau hat sich auf die Prüfung dieser Angaben mit zu erstrecken.

(5) Für die mit Zollbegleitpapieren zur Weiterabfertigung gelangenden Waren können jedoch die für die zollamtliche Abfertigung genügenden Warenbenennungen zugelassen werden.

(6) Wenn der Warenführer sich außerstande erklärt, eine zuverlässige Anmeldung abzugeben und damit den Antrag auf Vornahme der zollamtlichen Beschau (Abs. 2 des § 27 des Vereinszollgesetzes) verbindet, so ersetzt der Beschaubefund die Anmeldung in bezug auf Gattung und Menge der Waren nach dem Statistischen Warenverzeichnis. Doch bleibt der Warenführer oder Empfänger zur Angabe des Herkunftslandes verpflichtet, letzterer auf Erfordern auch zur Angabe der Gattung und Menge der Waren nach dem Statistischen Warenverzeichnis.

(7) Ist von den eingeführten Waren der Wert anzumelden, so ist dieser von dem Warenführer oder Empfänger in der Anmeldung einzutragen.

(8) Bei der Schlußabfertigung haben Warenführer oder Empfänger bereits früher von einem Zollanmelder gemachte statistische Angaben erforderlichenfalls zu ergänzen oder zu berichtigen.

(9) Die Erledigungsämter haben Zweifel erregende Angaben von Herkunftsländern mit den Warenempfängern zu erörtern und nötigenfalls die Berichtigung herbeizuführen.

§ 18. — Zollausschlüsse (mit Ausnahme des Freihafens Hamburg) und Freibezirke.

(1) Die im § 17 getroffenen Bestimmungen finden sinngemäße Anwendung auf die aus dem Auslande land- oder flußwärts in einen Zollausschluß (mit Ausnahme des Freihafens Hamburg) oder in einen Freibeirk sowie auf die aus einem dieser Gebiete in das Zollgebiet eingehenden Waren.

B. Ausfuhr.

§ 19. — Zur Anmeldung der ausgehenden Güter ist der Anmeldestelle von dem Warenführer ein Anmeldeschein nach dem vorgeschriebenen Muster (§§ 11 bis 13) oder eine Zoll- oder Steueranmeldung zu übergeben.

§ 20. — Der Versender ist berechtigt, bei der Versendung von Waren nach dem Ausland Angaben, die er zur Wahrung geschäftlicher Beziehungen geheim halten will, dem Ausfuhranmeldeschein in verschlossenem, an die Anmeldestelle, über die die Waren ausgehen sollen, gerichteten Briefumschlage beizufügen. Derartige Briefumschläge müssen mit den Anmeldescheinen fest verbunden sein. In den Ausfuhranmeldescheinen selbst ist in diesem Fall auf den beigefügten Brief Bezug zu nehmen.

§ 21. — Im freien Verkehr unmittelbar ausgehende Güter.

(1) Die Anmeldung erfolgt mit dem in § 11 bezeichneten Anmeldeschein.

(2) Sofern der Versender die Beförderung der Ware einem Speditur als Absender überträgt, hat er diesem die vorgeschriebenen Anmeldescheine auszuliefern.

(3) Der Speditur hat bei Sammeladungen der Anmeldestelle über die ausgeführten Waren ein Verzeichnis nach dem amtlich gelieferten Muster abzugeben und diesem die Anmeldescheine seiner Auftraggeber beizufügen. Die zu einer Sendung gehörigen Anmeldescheine sind unter fortlaufenden Nummern in dem Verzeichnis anzugeben.

Bei Einzelsendungen genügt der Anmeldeschein des Versenders für die statistische Anmeldung, jedoch hat ihn der Speditur mit seiner Unterschrift oder mit seinem Stempelabdrucke zu versehen.

(4) Ist der Speditur zugleich Versender, so daß ihm also nicht allein das Bestimmungsland, sondern auch die Gattung der zu versendenden Ware aus eigenem Wissen bekannt ist, so hat er sich auf dem Anmeldeschein (§ 11) ausdrücklich als „Versender“ zu bezeichnen. Stellt der Speditur in Vertretung des Versenders einen Anmeldeschein über Mengen unter 20 Kgr. aus, so hat er auf dem Anmeldescheine den Namen des Versenders anzugeben.

(5) Sollen Sendungen, die mit einem Anmelde Scheine für die Ausfuhr an einen Expeditur gelangen, in Teilposten ausgeführt werden, so kann dem Expeditur von der Anmeldestelle die Beibringung von Anmelde Scheinen der Versender für die einzelnen Teilposten sowie des Verzeichnisses für Expeditur erlassen und ihm gestattet werden, statt dessen den Teilsendungen von ihm gefertigte Auszüge aus dem Anmelde Scheine des Versenders beizugeben. Dasselbe Verfahren kann, sinngemäß zugelassen werden, wenn zwar mehrere Ausfuhranmelde Scheine für die Waren vom Versender ausgestellt sind, die letzteren aber in noch mehr oder in solche Ausfuhrposten geteilt werden sollen, welche den Anmelde Scheinen des Versenders nicht entsprechen. Zu diesen Auszügen sind Bordrucke von Anmelde Scheinen für die Ausfuhr zu verwenden, nachdem sie durch Abänderung der Überschrift als Auszüge aus den genau zu bezeichnenden Anmelde Scheinen kenntlich gemacht sind. Die statistischen Anmeldestellen können die Vorlegung der Anmelde Scheine behufs Vergleichung mit den Auszügen verlangen und die Expeditur haben zu diesem Zwecke die Anmelde Scheine ein Jahr lang aufzubewahren.

§ 22. — Unter Zoll- oder Steuerüberwachung ausgehende Güter.

(1) Werden Waren unter Zoll- oder Steuerüberwachung ausgeführt, so treten die über sie ausgestellten zoll- oder steueramtlichen Beileitpapiere an Stelle der Anmelde Scheine und es sind in diese alle für die Ausfuhr erforderlichen statistischen Angaben aufzunehmen. Das gleiche Verfahren findet auch Anwendung auf Waren des freien Verkehrs, die mit Waren unter Zoll- und Steuerüberwachung in einem Packstücke zusammengepackt zur Ausfuhr gelangen.

(2) Waren des freien Verkehrs, die nach den Vorschriften im § 43 der Eisenbahnzollordnung mit zollüberwachungspflichtigen Gütern unter Eisenbahnwagenverschluß ausgeführt werden, sind der Anmeldestelle (Grenzausgangsamt) durch Übergabe des von der Eisenbahnverwaltung über die Beiladung aufgestellten Verzeichnisses unter Beifügung der Anmelde Scheine anzumelden. Bei Herstellung dieses Verzeichnisses kann die Eisenbahnverwaltung am Verladungsorte die namentliche Aufführung der Waren durch den Hinweis auf die beigefügten Ausfuhranmelde Scheine ersetzen.

(3) Beiladungen dieser Art in anderen Verschlußräumen als Eisenbahnwagen sind durch Übergabe der einzelnen Anmelde Scheine bei der Anmeldestelle anzumelden.

§ 23. — Über Zollgebietshäfen (mit Ausnahme der Freibezirke) seewärts ausgehende Waren.

(1) Bei der Verschiffung von Waren aus einem im deutschen Zollgebiete belegenen Hafen — die Freibezirke ausgenommen — seewärts sind die erforderlichen Anmelde- oder Zwischenscheine (Art. 6, Abs. 2 des Gesetzes) vor der Verladung in das Schiff vom Schiffsführer der Anmeldestelle am Verladeorte zu übergeben. Die Anmeldung ist zu bewirken, sobald eine Sendung an der Ladestelle des Schiffes angekommen und zur Beförderung aufgegeben ist. In dringenden Fällen, insbesondere bei Gefahr der Versäumung der Beförderungsgelegenheit, kann die Anmeldung nachträglich bewirkt werden.

§ 24. — Ausfuhr aus einem Zollausschlusse (mit Ausnahme des Freihafens Hamburg) oder einem Freibezirke nach dem Auslande.

a. Seewärts.

(1) Waren des freien Verkehrs die aus einem Zollausschlusse (mit Ausnahme des Freihafens Hamburg) oder einem Freibezirke seewärts nach dem Auslande ausgeführt werden, sind mit Ausfuhranmelde Scheinen, Waren, die nicht aus dem freien Verkehr stammen und aus einem dieser

Gebiete seewärts in das Ausland versandt werden, mit den als Güteranmeldungen bezeichneten besonderen Anmeldescheinen anzumelden. Die Anmeldescheine sind innerhalb vierzehn Tage nach der Verladung der Ware einzureichen.

b. Land- und flußwärts.

Bei der Ausfuhr von Waren aus den genannten Gebieten land- und flußwärts, und zwar inländischer sowohl als ausländischer, sind für die Anmeldung die Zollbegleitpapiere oder Anmeldescheine für die Ausfuhr oder Durchfuhr in Anwendung zu bringen. In den Zollbegleitpapieren und in dem Anmeldeschein für Durchfuhr ist für die Waren das Herkunfts- und das Bestimmungsland anzugeben. In den Anmeldescheinen für die Ausfuhr und Durchfuhr ist auch der Freibeizirk oder der Zollausschluß zu benennen.

§ 25. — Versendung von Waren aus dem freien Verkehre des Zollgebiets nach einem Zollausschlusse (mit Ausnahme des Freihafens Hamburg) oder nach einem Freibeizirke.

Waren des freien Verkehrs, die nach einem Zollausschlusse (mit Ausnahme des Freihafens Hamburg) oder nach einem Freibeizirke versendet werden, sind für die Warenverkehrsstatistik nicht anzumelden. Desgleichen auch nicht Güter, die von einer Zoll- oder Steuerniederlage oder einem Konto mit Begleitpapieren dahin verbracht werden.

§ 26. — Ausfuhr mit der Post.

Als Ausfuhranmeldescheine bei der Ausfuhr mit der Post dienen die Doppel der Zolinhaltserklärungen, die bei der Ausfuhr von Paketen mit Wertangabe von grüner Farbe sind. Zolinhaltserklärungen von grüner Farbe können auch bei Paketen ohne Wertangabe abgegeben werden. Die Bezeichnung der Gattung der Ware in den Zolinhaltserklärungen von grüner Farbe braucht mit den Angaben in den für das Ausland bestimmten Inhaltserklärungen nicht übereinzustimmen.

C. Durchfuhr.

§ 27. — Durchfuhr von Ausland zu Ausland durch das Zollgebiet.

(1) Die Anmeldung erfolgt mittels der für den Durchgangsverkehr auszustellenden Zollbegleitpapiere.

(2) Für die im freien Verkehre durchgehenden Waren kommen gelbe Anmeldescheine (§ 11) in Anwendung.

(3) Wird bei der Ausfuhr von Waren des freien Verkehrs von dem Absender durch Vorlage von Schriftwechsel oder auf sonstige Weise bei dem Anmeldeamte (Zoll- oder Steuerstelle) des Absendungsortes dargetan, daß es sich hierbei um eine unmittelbare oder mittelbare Durchfuhr (mit vorübergehender, die Frist von 30 Tagen nicht überschreitender Lagerung im freien Verkehre oder Umfrachtung) handelt, ohne daß die Waren in den Eigenhandel des deutschen Zollgebiets übergegangen waren, so sind sie mit Anmeldeschein für die Durchfuhr anzumelden. Das Anmeldeamt des Absendungsortes hat in solchen Fällen als Grenzeingangsstelle zu gelten, den Anmeldeschein mit vorschriftlichem Vermerke zu versehen und sodann dem Anmeldepflichtigen wieder zuzustellen. Die bei der Ablassung der Waren zur Einfuhr in den freien Verkehre bei dem ersten Eingangsaamt entrichtete statistische Gebühr ist dem Anmeldepflichtigen durch Vermittelung derjenigen Anmeldestelle, der der Nachweis über die Eigenschaft der Waren als Durchfuhrwaren erbracht worden ist, von der Eingangsanmeldestelle zu erstatten.

§ 28. — Durchfuhr vom Zollgebiet oder von einem Zollausschlusse (mit Ausnahme des Freihafens Hamburg seewärts) durch das Ausland nach einem dieser Gebiete.

(1) Bei Versendung von Waren vom Zollgebiet oder von einem Zollausschlusse (mit Ausnahme des Freihafens Hamburg seewärts) durch das Ausland nach einem dieser Gebiete dienen die amtlich ausgefertigten Anmeldungen für den Zwischenauslandsverkehr (Deklarationscheine) und Begleitscheine als Anmeldescheine. Für die zur Beförderung durch das Ausland nicht mit zoll- oder steueramtlichen Begleitpapieren versehenen Waren kommen Anmeldescheine in Anwendung, und zwar :

1. für Waren aus dem freien Verkehre von rosafarbenem Papiere,
2. für unverzollte ausländische Waren, die von einer Niederlage, einem fortlaufenden Konto, aus einem Freibezirk oder einem Zollausschlusse (vom Freihafen Hamburg nur für gelagerte Waren land- oder flußwärts) versandt werden, von rosafarbenem Papiere mit gelbem Rande

(2) Die unter 2 bezeichneten Anmeldescheine sind von dem Versender neben den Zollbegleitpapieren auszustellen, wenn die letzteren nur auf das Grenzausgangsamt gerichtet sind, die Frachtpapiere dagegen unmittelbar auf den letzten deutschen Bestimmungsort lauten.

(3) Wenn Durchfuhrwaren oder Waren des Zwischenauslandsverkehrs (§ 54 Abs. 1) auf dem Beförderungswege mehr als zwei Anmeldestellen berühren, so hat der Warenführer den ihm von der zuerst erreichten Anmeldestelle nach Abstempelung wieder eingehändigten Anmeldeschein einer jeden weiteren Anmeldestelle vorzulegen, die ihn gleichfalls abzustempeln und demnächst dem Warenführer zurückzugeben hat.

§ 29. — Versendung von Waren aus dem Ausland oder dem Freihafen Hamburg land- oder flußwärts durch das deutsche Zollgebiet und das Ausland (See) nach dem Zollgebiete.

Wird eine Ware aus dem Ausland unter Zollüberwachung nach einem Zollgebietshafen und von diesem aus auf dem Seeweg ohne zollamtliche Begleitpapiere nach einem anderen Zollgebietshafen befördert (z. B. von Rußland über Tjorn und Danzig nach Lübeck), dann ist neben dem Zollbegleitpapier ein gelber Anmeldeschein mit grünem Rande (§ 11) abzugeben.

D. Veredelungsverkehr.

§ 30. — (1) Wenn Waren zur Veredelung, d. i. zur Be- oder Verarbeitung, Vervollkommnung oder Ausbesserung, eingeführt werden (§ 115 Abs. 1 des Vereinszollgesetzes), so ist in der Zollanmeldung von dem Anmeldspflichtigen (Veredeler) eine Erklärung abzugeben, ob die Veredelung für inländische oder ausländische Rechnung erfolgen soll.

(2) Eine für inländische Rechnung stattfindende Veredelung wird angenommen, wenn die Ware nach bewirkter Veredelung zur freien Verfügung eines Inländers steht, eine für ausländische Rechnung stattfindende Veredelung dagegen, wenn die weitere Verfügung über die veredelte Ware einem Ausländer zusteht. Es liegt sonach eine Veredelung für inländische Rechnung vor, wenn ein im Zollgebiet oder in einem Zollausschlusse ansässiger Empfänger die zur Veredelung eingehende Ware auf seine Kosten erworben hat, d. h. das Eigentumsrecht an der Ware besitzt, eine Veredelung für ausländische Rechnung dagegen, wenn dem im Auslande befindlichen Auftragneher die zur Veredelung eingeführte Ware eigentümlich gehört.

(3) Aufträge von ausländischen Zweiggeschäften inländischer Gesellschaften werden wie Aufträge von Ausländern behandelt. Luxemburger oder deutsche Staatsangehörige, welche im Auslande

wohnen oder sich dort aufhalten, sind bezüglich der Behandlung des Veredelungsverkehrs den Ausländern gleichzuachten. Ausländer, welche im Zollgebiet oder in einem Zollausschlusse wohnen oder dort eine Niederlassung haben, sind wie Inländer zu behandeln.

(4) Bei der Anmeldung zur Ausfuhr nach bewirkter Veredelung ist vom Anmeldepflichtigen eine Erklärung darüber abzugeben, ob die Veredelung für in oder ausländische Rechnung stattgehabt hat und welche Mengen von inländischen Stoffen behufs Herstellung wesentlicher Bestandteile der Waren mitverwendet worden sind, wobei Abschätzung genügt.

(5) Die Anmeldung von Waren zur Veredelung im Ausland (§ 115 Abs 2 des Vereinszollgesetzes) erfolgt durch Übergabe der Zollabfertigungspapiere

(6) Beim Wiedereingange der im Auslande veredelten Ware ist in der Zollanmeldung anzugeben, ob und in welcher Menge ausländische Stoffe zur Veredelung Mitverwendung gefunden haben.

(7) Waren, die zur handwerksmäßigen Bearbeitung, Vervollkommnung oder Ausbesserung im Keinen Grenzverkehr ein- oder ausgeführt werden, sind in die statistischen Nachweisungen nicht aufzunehmen.

E. Vormerkverkehr.

§ 31. — Waren, die zum vorübergehenden Gebrauche, zur Ansicht, zur Ausstellung, zum ungewissen Verkaufe, zum Meß- und Marktverkehr ein oder ausgeführt werden (§§ 112 bis 114 des Vereinszollgesetzes) und der zollamtlichen Abfertigung unterliegen, werden für die Statistik durch Übergabe der Zollpapiere angemeldet und in den Verkehrsnachweisungen erst dann zur Anschreibung gebracht, wenn diese Waren ganz oder teilweise im Inland oder Auslande verbleiben.

Das Gleiche gilt von den auf Musterpaß ein- oder ausgeführten Waren. Verbleiben die Waren ganz oder teilweise im Inland oder im Auslande, so ist dies der Anmeldestelle, bei der der Musterpaß ausgefertigt ist, anzumelden

F. Der kleine Grenzverkehr.

§ 32 — (1) Im kleinen Grenzverkehre, d. i. im nachbarlichen Verkehre von Grenzorten, die wechselseitig in der Regel nicht mehr als 15 Klm. von der Grenze entfernt liegen, genügt die mündliche Anmeldung. Weitergehende Erleichterungen kann die Zolldirektion und, soweit es sich lediglich um die Erlaubnis zur nachträglichen Anmeldung und um Befreiung von der Bestimmung der Waren in Einzelfällen handelt, das Hauptamt zugestehen.

(2) Roh- und Hilfsstoffe für Fabriken und andere Anstalten der Großindustrie, Waren des Großhandels müssen jedoch auch beim Verkehre im Grenzbezirke schriftlich angemeldet werden. Die schriftliche Anmeldung ist nur dann zu verlangen, wenn die Ware im Einzelfalle je nach den begleitenden Umständen, den örtlichen Verhältnissen und dergleichen als Ware des Großhandels anzusehen ist

2. — Der Freihafen Hamburg.

A. Eingang in den Freihafen Hamburg.

§ 33. — Eingang seewärts (unmittelbar aus dem Auslande oder von einem deutschen Hafen).

(1) Die Anmeldung erfolgt durch den Hamburger Empfänger.

§ 34. — Eingang von Waren aus dem Auslande land- oder flußwärts.

(1) Die Anmeldung sowohl der unmittelbar aus dem Auslande land- oder flußwärts in den Freihafen Hamburg eingehenden Waren (Durchfuhr durch das deutsche Zollgebiet) als auch der

mittelbar von einer Niederlage, einem fortlaufenden Konto, aus einem Freibeizirk oder einem anderen Zollausschluß in den Freihafen Hamburg land- oder fluhwärts gebrachten ausländischen Waren erfo'gt mittels der Zoltpapiere (Ladungsverzeichnisse mit Begleitzetteln, Begleitfcheine) oder gelber Anmeldefcheine.

§ 35. — Eingang von Waren aus dem freien Verkehre des Zollgebiets in den Freihafen Hamburg (Ausfuhr inländischer Waren nach dem Freihafen Hamburg oder über diesen nach fremden Ländern) land- oder fluhwärts.

(1) Für die Anmeldung des Eingangs von Waren aus dem freien Verkehre des Zollgebiets einschließlich der unter Überwachung versandten, einer inländischen Steuer unterliegenden Waren, sowie von Waren des Veredelungsverkehre in den Freihafen Hamburg gelten die in den §§ 3, 21, 22, 26 vorgesehenen Vorschriften.

(2) Die Bestimmungen im Abs. 1 des Art. 6 des Gesetzes gelten jedoch nur dann, wenn der Frachtbrief ausdrücklich die Auslieferung der Ware im Freihafen vorschreibt und die Sendung zum ungeteilten Ausgange dahin bestimmt ist.

(3) Bei allen anderen aus dem Binnenlande zunächst nach dem im Zollgebiete belegenen Teil der Stadt Hamburg gehenden Waren, die erst von dort aus nach dem Freihafen oder fremden Ländern versandt werden, gilt Hamburg als Versendungsort und als Versender der dort wohnende Empfänger, in dessen Eigenhandel die Ware vor der Ausfuhr nach dem Ausland übergegangen ist. Ist der Empfänger ein Spediteur, so hat er die für Spediteure gegebenen Vorschriften zu beachten. (Vgl. § 21.)

(4) Wegen der Angabe des Freihafens Hamburg als Bestimmungsland vgl. § 3 (6) und (7). Die Angabe „Freihafen Hamburg“ als Bestimmungsland genügt hiernach nicht, es ist vielmehr beizufügen: „zur Lagerung“ oder „zum Verbrauch“ oder „zur Be- oder Verarbeitung“. Ist ein anderes Land als Bestimmungsland angegeben, so ist in dem Ausfuhranmeldefcheine für den Fall, daß die Ware nicht unmittelbar an das Schiff oder den Kai, sondern auf ein landfestes Lager gebracht werden soll, seitens des Warenführers oder des hamburgischen Empfängers letzteres anzugeben.

(5) Ist zur Zeit der Ausfuhr in den Freihafen das Bestimmungsland nicht bekannt, so ist in der Spalte „Land der Bestimmung der Ware“ der Vermerk „vorläufig Freihafen Hamburg“ zu machen und der Name des hamburgischen Empfängers anzugeben, der den Anmeldefcheine unter Beifügung seiner Unterschrift vor Weiterbeförderung der Ware hinsichtlich des Bestimmungslandes zu ergänzen hat.

B. Ausgang aus dem Freihafen Hamburg.

§ 36. — Ausgang seewärts.

(1) Die Anmeldung der aus dem Freihafen Hamburg seewärts ausgehenden Waren erfolgt durch den Hamburger Versender oder Absender.

§ 37. — Ausgang von Waren aus dem Freihafen Hamburg land- oder fluhwärts (Einfuhr in oder Durchfuhr durch das deutsche Zollgebiet).

(1) Auf die Anmeldung des Ausgangs von Waren aus dem Freihafen Hamburg land- oder fluhwärts finden die in den §§ 17 und 27 vorgesehenen Bestimmungen mit der Maßgabe Anwendung, daß beim Eingang über die Zollgrenze der Warenführer in den statistischen Anmelde-

scheinen — Anmeldechein für die Einfuhr, Anmeldechein für die Durchfuhr, Ladungsverzeichnisse (Manifeste), Eingangserklärungen, Zollbegleitpapiere — anzugeben hat, ob sich die Ware im Freihafen Hamburg auf einem landfesten Lager befunden hat oder daselbst hergestellt worden oder durch den Freihafen unmittelbar durchgegangen ist. Im letzterem Fall ist anzugeben, ob sie vor der Versendung dorthin sich auf einer Niederlage, in einem Freibezirk oder in einem anderen Zollausschlusse befunden hat oder ob sie aus dem Ausland und zwar aus welchem Land oder aus dem freien Verkehre des Zollgebiets kommt.

(2) Als unmittelbar durchgegangen durch den Freihafen Hamburg sind diejenigen Waren anzusehen, die im Freihafen sich nicht auf einem landfesten Lager befunden haben.

C. Durchgang vom Auslande durch den Freihafen Hamburg nach dem Auslande seewärts.

§ 38. — (1) Als Durchgangsgüter sind für die Reichsstatistik diejenigen Waren anzumelden, die vom Auslande seewärts in den Freihafen Hamburg eingehen und in das Ausland seewärts wieder ausgehen, ohne sich im Freihafen auf einem landfesten Lager befunden zu haben.

D. Entnahme von Waren aus den Freihafenlagern zum Verbrauch, zur Be- oder Verarbeitung im Freihafen (Fabrikbetriebe im Freihafen).

§ 39. — (1) Die Anmeldung erfolgt bei dem Hamburgischen Deklarationsbüro.

3. — Verkehr der Hasen an der Unterelbe und Unterweser.

§ 40. — Ueber die Anmeldung des Verkehrs der Hasen an der Unterelbe und an der Unterweser untereinander sind besondere Bestimmungen ergangen.

4. — Von deutschen Fischern und von Mannschaften deutscher Schiffe gefangene Fische, Robben, Wal- und andere Seectiere sowie die davon gewonnenen Erzeugnisse.

§ 41. — (1) Die Anmeldung erfolgt durch die Fischer, Fischereigesellschaften oder vereidigten Versteigerer.

IV Prüfung der Anmeldecheine.

§ 42. — Prüfung durch die Warenführer.

(1) Die öffentlichen Beförderungsanstalten und diejenigen Personen, die Waren gewerbsmäßig befördern, sind verpflichtet, die Anmeldecheine oder Verzeichnisse der Spediteure bei der Entgegennahme von den Versendern oder Absendern zum Nachweise der erfolgten Prüfung zu unterschreiben oder mit dem Abfertigungstempel zu versehen (§ 47). Dabei ist der Inhalt der Anmeldecheine mit demjenigen der Frachtbriefe oder sonstiger der Sendung beigegebenen Papiere zu vergleichen; außerdem ist zu prüfen, ob der Anmeldechein formell den erteilten Vorschriften entspricht. Wenn der Anmeldechein dem Frachtbrief oder anderen über die Ware ausgestellten Papieren in den Angaben über Gattung und Menge nicht widerspricht, so ist damit die Forderung des Art. 6 Abs. 1 des Gesetzes hinsichtlich der Übereinstimmung zwischen beiden erfüllt. Die Doppel der Zollinhalts erklärungen brauchen von den Postanstalten nicht unterschrieben oder abgestempelt zu werden. Eine Übereinstimmung der Angaben in den Doppeln mit den für das Ausland bestimmten Zollinhalts erklärungen ist nicht notwendig, einer Vergleichung bedarf es daher nicht.

(2) Im Falle der Versendung von Waren in Sammeladungen ist insbesondere zu prüfen, ob alle zu einer Sammeladung gehörigen Ausfuhranmeldecheine der Auftraggeber des Spediteurs dem Verzeichnisse beigelegt sind.

(3) Unvollständige oder als unrichtig befundene Angaben in den Anmeldecheinen hat der

Warenführer vor der Beförderung der Waren ergänzen oder berichtigen, auf unrichtige Vor- drucke geschriebene Anmeldungen durch neue Scheine ersetzen zu lassen sowie zu wenig entrichtete statistische Gebühr durch Beifügung der Stempelmarken auszugleichen. In dringenden Fällen, insbesondere bei Gefahr der Verfälschung der Beförderungsgelegenheit, kann die Ware vor Ein- gang des berichtigten oder vervollständigten oder neu ausgefertigten Anmeldeb Scheins abgehandelt werden.

§ 43. — Prüfung durch die Anmeldestellen.

(1) Die Anmeldestellen haben die Anmeldeb Scheine sofort bei der Empfangnahme zu prüfen und bei unvollständig befundenen Anmeldeb Scheinen deren Ergänzung durch den Warenführer oder nach eigener Ermittlung herbeizuführen. Von der ihnen nach § 8 des Gesetzes beigelegten Befugnis zur Beschau der Waren und Vergleichung der Frachtpapiere behufs Prüfung der Richtigkeit der Anmeldungen (wovon Postsendungen ausgenommen sind) haben die Anmeldestellen nach Anleitung der Oberbeamten der Zollverwaltung in einem dem Zweck entsprechenden Umfange Gebrauch zu machen.

(2) Die Anmeldestellen haben sich auch davon zu überzeugen, ob bei der Anmeldung von Sammelladungen der Anforderung des § 42 Abs. 2 Genüge geleistet ist.

(3) Die nach den zoll- oder steuerrechtlichen Vorschriften vorzunehmenden allgemeinen oder besonderen Beschaue haben sich auf Prüfung und Richtigstellung der statistischen Angaben zu erstrecken. Insbesondere ist bei der Einfuhr die Gattung der Waren von den Abfertigungsbeamten stets so genau zu ermitteln, daß die Ware nach dem Beschaubefund einer statistischen Nummer mit Sicherheit zugerechnet werden kann. Ist die Menge auch nach einem anderen Maßstab als nach Gewicht oder ist der Wert anzugeben, so hat sich der Befund auf diese Angaben mit zu erstrecken.

(4) Zweifelhaft erscheinende Angaben über das Land der Herkunft oder der Bestimmung von Waren sind bei der Einfuhr mit den Empfängern, bei der Ausfuhr mit den Versendern zu erörtern.

(5) Bei derartigen Erörterungen seitens der Anmeldestellen kann die Vermittelung der Zoll- und Steuerstellen, in deren Bezirke die Empfänger oder Versender wohnen, in Anspruch genommen werden.

VII. Befreiungen von der Anmeldung und Erleichterungen in der Anmeldepflicht.

§. 44. — Befreiungen.

(1) Von der Verpflichtung zur Anmeldung sind ausgenommen:

a) die im § 6 des Zolltarifgesetzes vom 25. Dezember 1902 genannten Gegenstände (mit Ausnahme der in Ziffer 2 aufgeführten, von deutschen Fischern und Mannschaften deutscher Schiffe gefangenen Fische, Robben, Wal- und anderen Seetiere sowie der davon gewonnenen Erzeugnisse und der in Ziffer 12 erwähnten Gegenstände zum Baue, zur Ausbesserung oder zur Ausrüstung von Schiffen).

Die Befreiung von der Anmeldung bei der Ausfuhr derartiger Gegenstände tritt nur dann ein, wenn die bei der Einfuhr gemachten Voraussetzungen in entsprechender Weise auch bei den zur Ausfuhr bestimmten Waren zutreffen;

b) die im § 8 des Zolltarifgesetzes vom 25. Dezember 1902 genannten Gegenstände; bei der Einfuhr jedoch nur dann, wenn der Bundesrat Zollfreiheit gewährt hat.

Ferner zollfreie Gegenstände, die seitens ausländischer Eisenbahnverwaltungen zur Unterhaltung ihrer im Zolllande belegenen Eisenbahnstrecken usw. eingeführt werden, wie Kies und Sand

zur Auffüllung des Bahndamms zwischen den Geleisen, sowie Gegenstände, die seitens deutscher Eisenbahnverwaltungen zur Unterhaltung ihrer im Auslande belegenen Eisenbahnstrecken usw. ausgeführt werden.

c) Sendungen zollfreier Waren im Gewichte von 250 Gramm und weniger;

d) als Beförderungsmittel dienende See- und Flußschiffe mit Einschluß der dazu gehörigen gewöhnlichen Schiffsausrüstungsgegenstände (Tafelage, Anker, Ketten, Tauwerk, Segel, Steuer- manns-, Bootmanns- und Zimmermannsgut, Boote mit Zubehör, Maschinen- und Reserveteile), mögen diese an Bord bleiben oder an Land gebracht werden; die übrigen beweglichen Gegen- stände jedoch nur, solange sie an Bord bleiben, oder soweit sie in ein amtlich beglaubigtes Ausrüstungsverzeichnis der Schiffs-Ausrüstungsgegenstände eingetragen oder als Reisegerät nach § 6 Ziffer 6 des Zolltarifgesetzes zollfrei sind.

Wenn dagegen See- oder Flußschiffe von Bewohnern oder Gesellschaften des Zollgebiets ein- schließlich der Zollausschlüsse im Ausland oder von anderen Personen oder Gesellschaften im Zollgebiet einschließlich der Zollausschlüsse erworben sind, so unterliegen sie bei dem ersten Ein- laufen in das Zollgebiet oder einen Zollausschluß und beim ersten Auslaufen aus dem Zollge- biet oder einem Zollausschlusse nach dem Erwerb oder der Veräußerung der Anmeldepflicht.

Ferner sind von der Anmeldepflicht ausgenommen:

1. beim Eingange des Schiffes in das Zollgebiet der Bedarf der Schiffer und Schiffsmannschaften höchstens in einer auf zwei Tage berechneten Menge (§ 6 Ziffer 7 des Zolltarifgesetzes, ferner diejenigen Mund- und anderen Vorräte für den Gebrauch der Schiffsmannschaft und der Reisenden sowie Vorräte für das Schiff, die unter zollamtlichem Verschlusse an Bord gelassen werden oder zollfrei sind und nur als Schiffsbedarf Verwendung finden,
2. beim Eingange des Schiffes in einen Zollausschluß die als Schiffsbedarf dienenden Gegen- stände,
3. beim Ausgange des Schiffes aus dem Zollgebiet oder einem Zollausschlusse die aus dem freien Verkehre des Zollgebiets stammenden Gegenstände zur Versorgung deutscher Schiffe.

Die Befreiung erstreckt sich nicht:

- a) auf inländische Waren, die gegen Vergütung oder Erlaß innerer Steuern, oder
- ß) auf aus dem Auslande stammende Waren, die von einer Niederlage, aus einem Freibezirk oder einem Zollausschlusse, oder
- γ) auf im Veredelungsverkehre hergestellte Waren, die als Bedarf auf ein deutsches Schiff,
- δ) auf in- und ausländische Waren, die als Bedarf auf ein fremdes Schiff verbracht werden.
- e) Floßgerätschaften, die auf ein- oder ausgehenden Flößen zur Fahrt dienen und zu den gewöhnlichen Floßausrüstungsgegenständen gehören;
- f) die zollfreien Gegenstände, die von Reisenden bei der Benutzung öffentlicher Beförderungs- anstalten unter dem Reisegepäck mitgeführt werden, auch wenn diese Gegenstände ihrer Beschaffen- heit nach nicht als Reisegerät angesehen werden können;
- g) die aus dem freien Verkehre kommenden, für die deutsche Marine, für Truppenteile des Landheeres, für Schutz- oder Polizeitruppen im Auslande bestimmten Waren, wie Ausrüstungs-, Bekleidungsgegenstände, Waffen, Schießbedarf, Lebensmittel usw.;
- h) Erden, Steine, Muschelschalen, Seetang und ähnliche an sich (ihrer Beschaffenheit nach) zollfreie Gegenstände, die von Inländern vom Grunde des Meeres und anderer, das Zollgebiet und die Zollausschlüsse begrenzenden Gewässer gewonnen oder darin aufgefischt und an das Land gebracht werden;

i) Schiffsballast, sofern er in Erde, Sand, Kies usw. oder in rohen Steinen besteht und nicht als Handelsware anzusehen ist;

k) die mit der Post stattfindenden Durchfuhren, sowie die Postsendungen aus dem Zollgebiete durch das Zollausland nach dem Zollgebiete, ferner die seewärts aus dem Ausland in einen Zollausschluß eingehenden oder seewärts von dort nach dem Ausland ausgehenden Postpaket-sendungen.

Die Befreiung erstreckt sich jedoch nicht auf die Postpaket-sendungen über 250 Gramm, die aus dem Ausland über einen Zollausschluß in das Zollgebiet eingehen oder die aus dem Zollgebiet über einen Zollausschluß nach dem Auslande befördert werden;

l) Sendungen ausländischer Gerichte an inländische oder umgekehrt im strafgerichtlichen Ver-fahren;

m) Überladungen in einem Zwischenhafen von Zuladeschiffen in ein Seeschiff oder von einem Seeschiff in Leichter-schiffe;

n) Waren, die seewärts in einen Zollausschluß oder einen Freibe-zirk ein- und ohne Umla-dung auf demselben Schiffe nach einem anderen Hafen wieder ausgehen;

o) die über die Grenze gegen den Freihafen Hamburg ein- und ausgehenden sowie die über die Grenze gegen ei-en anderen Zollausschluß oder einen Freibe-zirk eingehenden Fuhren von Latrinen-, Stall- oder Straßendünger, Kehr-richt und Hauschutt;

p) Waren die aus einem Teile eines Zollausschlusses auf einer inländischen Straßenstrecke nach einem anderen Teile geführt werden;

q) Waren, die auf dem Kaiser Wilhelm-Kanal und der Unter-Elbe nach der Ostsee oder Nord-see unmittelbar durch das Zollgebiet durchgeführt werden, während dieser Beförderung ohne Rücksicht auf eine etwaige Umladung;

r) dienstliche Sendungen amtlicher Akten;

s) Waren, die nur versehentlich zur Einfuhr gelangt sind und nach kurzer Lagerung oder Ver-sendung, ohne in den Handel des Zollgebiets überzugehen, wieder zur Ausfuhr kommen und umgekehrt (verfahrenes oder verlaufenes Gut)

(2) Die Zolldirektion ist ermächtigt, die auf kurzen Straßenstrecken im freien Verkehre statt-findenden Durchfuhren von Inlandswaren durch das Ausland nach dem Zollgebiet und die Durchfuhren von Auslandswaren durch das Zollgebiet nach dem Auslande von der Anmelde-pflicht zu befreien. Gleiche Ausnahmen können auch in Fällen des örtlichen Bedürfnisses im kleinen Grenzverkehre sowie bei der Ein- und Ausfuhr von Gegenständen des Marktverkehrs (Erzeug-nissen des Garten- und Ackerbaues, der Viehzucht und des Fischfanges, Brennstoffen usw.) be-willigt werden. Von solchen Erleichterungen ist dem Kaiserlichen Statistischen Amte in Berlin Mitteilung zu machen.

§ 45. — Erleichterungen.

(1) Das Hauptamt kann im Bedürfnisfalle luxemburger Handeltreibenden auf Antra-g gestatten, daß sie bei Zusammenpackung verschiedener zur Ausfuhr bestimmter Waren in einem Packstücke den Gesamthalt hinsichtlich der Gattung allgemein und hinsichtlich der Menge nach Rohgewicht nebst Verpackungsart anmelden, wenn sie nachweisen, daß sie die Warengattung und das Rein-gewicht jeder Gattung ohne Schädigung ihres Geschäfts im einzelnen nicht anzugeben vermögen, auch sich verpflichten, den Wert der Sendung mit anzumelden. Die Vordrucke für solche An-meldungen (Ausfuhranmelde-scheine) sind im voraus vom Hauptamt mit dem Geschäftsnamen (Firma) des Handeltreibenden und der Bemerkung „Gattung allgemein“ unter Beidruck des

hauptamtlichen Stempels zu versehen. Die zugelassene Gattungsbezeichnung ist dem Kaiserlichen Statistischen Amt unter Namhaftmachung der Waren und der Handeltreibenden, die in Frage kommen, mitzuteilen.

(2) Im Postverkehr ist die Erleichterung ohne besondere Ermächtigung zulässig, wenn nur das gesamt Rohgewicht der Waren und der Wert der Sendung mit angemeldet wird. Die allgemeine Angabe der Gattung ist hier auch dann gestattet, wenn die Sendung nur eine Warengattung enthält und der Wert angegeben wird. Bei Waren, die nach Gewicht und anderen Maßstäben anzumelden sind, genügt für die Angabe der Menge das Rohgewicht.

(3) Bei der Ausfuhr von Waren, die zum Schiffsbedarfe bestimmt sind, genügt die Angabe des Rohgewichts und die allgemeine Bezeichnung der Gattung der Ware unter Anmeldung des Wertes. Die Anmeldung der Gattung der Waren kann nach folgenden fünf Gruppen erfolgen: Nahrungs- und Genußmittel, Steinkohlen, Schmiermittel und Farben, Kajütz- und Küchengerät, Schiffsausrüstung.

(4) Für die unmittelbare Durchfuhr mit Zollbegleitpapieren oder auf Grund unmittelbarer Frachtpapiere usw. mit gelbem Anmeldechein genügt, wenn sich eine genauere Benennung der Waren nicht ohne Umständlichkeiten erreichen läßt, eine allgemeine Bezeichnung der Warengattung mindestens nach den Abschnitten und Unterabschnitten des Zolltarifs.

(5) Die Zolldirektion kann im Bedarfsfalle gestatten, daß Massenartikel bei der Ausfuhr unter Ausstellung eines Anmeldecheins und Entrichtung der darauf zu berechnenden statistischen Gebühr auch dann zusammen angemeldet werden, wenn die Ausfuhr nicht auf einmal, sondern nach und nach, jedoch ohne längere Unterbrechung erfolgt. Dieselbe Vergünstigung kann bei der Einfuhr von zollfreien Massenartikeln gewährt werden.

VIII. — Statistische Gebühr.

§ 46. — (1) Die nach Art. 13 des Gesetzes zur Entrichtung der statistischen Gebühr dienenden Stempelmarken werden zum Preise des Stempelbetrags, auf den sie lauten, bei den Postanstalten verkauft. Diese halten auch Bordrucke zu den Ausfuhranmeldecheinen, die mit einem zur Entrichtung der statistischen Gebühr dienenden Stempel von 5 Pfg. (6 $\frac{1}{4}$ Cent.) versehen sind, zum Verkaufe bereit. Außerdem werden Stempelmarken einzeln bei den Anmeldestellen käuflich abgegeben.

(2) Die Stempelmarken sind mit der Umschrift „Deutsches Zollgebiet, Statistische Gebühr“ und der Angabe des Betrags, für den sie gelten, nämlich für Wertbeträge von 5, 10 und 50 Pfg., sowie von 1 und 5 Mk. (6 $\frac{1}{4}$, 12 $\frac{1}{2}$ und 62 $\frac{1}{2}$ Cent., sowie 1,25 und 6,25 Fr.) bezeichnet.

§ 47. — (1) Die Stempelmarken sind auf den Anmeldecheinen oder den nach Art. 4 des Gesetzes diese vertretenden Papieren aufzukleben und demnachst von der Anmeldestelle durch Abstempelung zu entwerten. Ist statistische Gebühr von Begleitcheingütern zu erheben, so sind die Stempelmarken auf den Begleitchein selbst aufzukleben.

(2) Von Anmeldecheinen ausgeschnittene Wertstempel dürfen als Marken zum Aufkleben behufs Entrichtung der statistischen Gebühr nicht verwendet werden.

(3) Den öffentlichen Beförderungsanstalten ist gestattet, die Stempelmarken auf den statistischen Anmeldecheinen außer mit der Bezeichnung der Güterabfertigungsstelle mittels Feder oder Stempel (§ 42) auch mit Angabe der Zeit (des Tages, Monats und Jahres) in Zahlen und des Namens des abfertigenden Angestellten in möglichst kleiner Schrift zu versehen, und zwar in der Art, daß die obere Hälfte der Stempelmarke zur Abstempelung durch die Anmeldestellen freibleibt.

§ 48. — (1) Unbrauchbar gewordene Marken oder Vorbrücke mit eingedruckten Wertzeichen, die von einer Anmeldestelle noch nicht entwertet sind, können durch die Postanstalten gegen neue Marken und Vorbrücke unentgeltlich umgetauscht werden.

(2) Bei Nacherhebung von zu wenig oder bei Rückvergütung von zu viel erhobener statistischer Gebühr greift das Verfahren hinsichtlich der Nacherhebung und Rückvergütung der Zollgefälle Platz.

§ 49. — (1) Die statistische Gebühr ist für die in jedem einzelnen Anmeldebchein oder in einem dessen Stelle vertretenden Zoll- oder Steuerpapier aufgeführten Gesamtmengen, ausgenommen nach verpackten, unverpackten Waren, Massengütern und Vieh, besonders zu berechnen.

(2) Die statistische Gebühr wird bei verpackten Waren einschließlich der verpackten Massengüter, sofern das Reingewicht angegeben ist, nach diesem, andernfalls nach dem Rohgewichte berechnet.

(3) Die Gebührensätze betragen:

5 Pfennig (6¼ Centimes) für je 500 kg ganz oder teilweise verpackter oder für je 1000 kg unverpackter Waren;

10 Pfennig (12½ Centimes) für je 10000 kg Massengüter;

5 Pfennig (6¼ Centimes) für je 5 Stück Vieh der Zolltarifnummern 100 bis 106.

(4) Für Güter, die nach Stückzahl anzumelden sind, für die aber die statistische Gebühr nach dem Gewichte zu entrichten und letzteres deshalb vom Versender anzugeben ist (§ 1), kann dasselbe durch Abschätzung seitens des die Beförderung der Sendung übernehmenden Warenführers ermittelt werden, wenn der Versender zur Angabe desselben außerstande sich erklärt. Bestehen gegen die Schätzung des Warenführers Bedenken, so ist das Gewicht von der Anmeldestelle abzuschätzen und das Ergebnis dem Warenführer bekannt zu geben. Die Gebühr ist nach dem amtlich geschätzten Gewichte zu erheben.

§ 50. — (1) Für die Berechnung der statistischen Gebühr von Massengütern (Art. 11 Abs. 2 Ziffer 3 des Gesetzes) ist lediglich die Menge der zur Anmeldung gelangenden Massengüter und nicht der Umstand entscheidend, ob die angemeldeten Mengen eine volle Wagenladung bilden.

(2) Gelangen Massengüter in Mengen zur Anmeldung, die, wenn die Waren nicht Massengüter wären, nach Art. 11 Abs. 2 Ziffer 1 und 2 des Gesetzes einer geringeren Gebühr als 10 Pfennig (12½ Centimes) unterliegen würden, so ist der niedrigere Satz zu entrichten.

(3) Unter „Wagenladungen“ im Sinne des Art. 11 Abs. 2 Ziffer 3 des Gesetzes sind nicht bloß Ladungen in Eisenbahnwagen, sondern auch Ladungen in anderen Wagen zu verstehen.

(4) Wenn bei Geflügel usw., das in eigens zu seiner Beförderung eingerichteten Wagen verwahrt befördert wird, und das daher gemäß Art. 11 Abs. 2 Ziffer 1 des Gesetzes gebührenpflichtig ist, der Absender außerstande sich erklärt, das Eigengewicht der Tiere anzugeben, so ist solches von dem Warenführer durch Abschätzung zu ermitteln und in dem Anmeldebchein unter Beifügung seiner Namensunterschrift zu vermerken. Bestehen gegen die Schätzung des Warenführers Bedenken, so ist das Eigengewicht der Tiere von der Anmeldestelle abzuschätzen und das Ergebnis dem Warenführer bekannt zu geben. Die Gebühr ist nach dem amtlich geschätzten Eigengewichte zu erheben.

(5) Flüssigkeiten, die anstatt in handelsüblicher Verpackung in eigens zu ihrer Beförderung eingerichteten Wagen ein- oder ausgeführt werden, sind als verpackte Waren anzusehen und, soweit sie nicht zu den Massengütern gehören, gemäß Art. 11 Abs. 2 Ziffer 1 des Gesetzes gebührenpflichtig.

§ 51. — (1) Wenn Massengüter mit Nichtmassengütern, beide in ganz oder teilweise verpacktem oder beide in unverpacktem Zustand, in ein und demselben Anmeldebchein angemeldet werden,

so ist die statistische Gebühr nur dann von beiden Warengattungen gesondert nach Art. 11 Abs. 2 Ziffer 3 bzw. Ziffer 1 und 2 des Gesetzes zu erheben, wenn diese Beträge zusammen hinter demjenigen Betrage zurückbleiben, der für Nichtmassengüter nach der Gesamtmenge beider Warengattungen zu entrichten sein würde. Berechnet sich dagegen der letztere Betrag als der geringere, so hat dieser zur Erhebung zu gelangen.

(2) Befindet sich von den in einem Anmeldebchein angemeldeten Massengütern und Nichtmassengütern die eine der beiden Warengattungen in verpacktem, die andere in unverpacktem Zustande, so ist die statistische Gebühr stets gesondert nach den für jede Warengattung bestimmten Sätzen zu erheben.

(3) Für verpackte und unverpackte Waren im Gesamtgewichte von nicht mehr als 500 kg ist nur der einmalige Stempelbetrag von 5 Pfennig (6½ Centimes) zu erheben.

§ 52. — Enthält eine Wagenladung Massengüter mehrerer gesonderter Sendungen, über die verschiedene Anmeldungen abgegeben worden sind, so ist für die in ein und derselben Anmeldung aufgeführten Massengüter :

- a) wenn sie in ganz oder teilweise verpacktem Zustand eine Menge von mehr als 500 kg oder unverpackt eine Menge von mehr als 1000 kg umfassen, die Gebühr für je 10000 kg mit 10 Pfennig (12½ Centimes) zu entrichten und für Bruchteile dieser Mengeneinheit von 10000 kg die volle Gebühr zu berechnen ;
- b) wenn sie geringere Mengen, als vorstehend zu a angegeben, umfassen, die Gebühr nach Art. 11 Abs. 2 Ziffer 1 bzw. 2 des Gesetzes zu entrichten.

IX. — Befreiung von der statistischen Gebühr.

§ 53. — (1) Von der statistischen Gebühr sind befreit :

1. die Postsendungen ;
2. andere Sendungen unter 20 kg Rohgewicht ;
3. Ausstellungsgüter ;
4. die im § 6 Ziffer 2 des Zolltarifgesetzes vom 25. Dezember 1902 genannten Gegenstände ; im übrigen sind befreit :
5. bei der Einfuhr (Eingang)
 - a) Waren, die
 - α) auf Niederlagen für unverzollte Gegenstände, in die Freibezirke oder die Zollausschlüsse gebracht,
 - β) nach Entrichtung des Eingangszolls in den freien Verkehr gesetzt,
 - γ) zum Zwecke der Veredelung im Zollgebiet unter Zollüberwachung eingeführt werden ;
 - b) die an sich zollpflichtigen, aber auf Grund besonderer zollgesetzlicher Vorschriften oder besonderer Bestimmungen des Zolltarifs zollfreie Waren, wie Muckwaren, inländische im Auslande veredelte Waren, das für Bewohner des Grenzbezirkes nach Nummerung zu Tariffstelle 74 zollfrei abzulassende Bau- und Nutzhol; usw, außerdem Waren, bei denen die Befreiung vom Zolle bei der Einfuhr aus einem Vertragsstaat erst nach Erfüllung einer besonderen Vorschrift des Tarifs, z. B. nach amtlich in Augenleßbarmachen (Denaturierung) oder unter Überwachung der Verwendung auf Erlaubnißschein abgelassener Waren, eintritt ;
6. bei der Ausfuhr (Ausgang)
 - a) alle von dem Freihafen Hamburg nach dem Ausland ausgeführten Waren ;

- b) die nicht aus dem freien Verkehre stammenden Waren, die von Niederlagen für unverzollte Gegenstände, aus Freibezirken oder anderen Zollausschlüssen nach dem Ausland ausgeführt werden ;
 - c) Waren, die zum Zwecke der Vergütung oder des Erlasses von Abgaben unter zoll- oder steueramtlicher Überwachung ausgeführt werden ; dazu gehören jedoch nicht Waren, die mit dem Anspruch auf Erteilung von Einfuhrscheinen aus dem freien Verkehre des Inlandes ausgeführt werden ;
7. bei der Durchfuhr (Durchgang) die Waren, die
- a) unter Zollüberwachung oder auf Grund unmittelbarer Begleitpapiere (Frachtbriefe) im freien Verkehre
 - α) durch das deutsche Zollgebiet durchgeführt,
 - β) aus demselben durch das Ausland nach dem Zollgebiet oder nach den Zollausschlüssen befördert werden ;
 - b) durch die Zollausschlüsse durchgeführt werden ;
 - c) aus den Zollausschlüssen ausgehen mit der Bestimmung, durch das Ausland nach diesen Gebieten oder nach dem Zollgebiete befördert zu werden.
- (2) Die Befreiung findet aber nicht statt :
1. für die nach dem allgemeinen Tarife zollpflichtigen, nach dem Vertragstarif aber zollfreien Waren ;
 2. für Waren des freien Verkehrs, die mit Waren, auf denen ein Zoll- oder Steueranspruch haftet, oder für die Erlaß oder Vergütung von Abgaben in Anspruch genommen wird, in einem Packstücke zusammengepackt oder nur zusammen verladen und unter Überwachung mit diesen ausgeführt werden ;
 3. bei der Ausfuhr für inländische aus dem freien Verkehre stammende Waren, die bei der Veredelung ausländischer Waren im Inlande mitverwendet worden sind, bei der Einfuhr für ausländische zollfreie Waren, die bei der Veredelung inländischer Waren im Auslande mitverwendet worden sind ; die Menge solcher Stoffe ist in dem Abfertigungspapier anzugeben ;
 4. für Waren, die aus dem freien Verkehre des Zollgebiets stammen und von Niederlagen für unverzollte Gegenstände (mit Ausnahme der Privatteilungslager und der gemischten Privattransitlager für Getreide) unter Zollüberwachung oder von Freibezirken oder Zollausschlüssen, jedoch ohne das Freihafengebiet Hamburg, nach dem Auslande gebracht ;
 5. für ausländische Waren, die in die Zollausschlüsse zum Zwecke des Verbrauchs gebracht werden, einerlei, ob sie unmittelbar aus dem Ausland oder von Niederlagen, Konten, Freibezirken, Zollausschlüssen oder landfesten Lagern des Freihafens Hamburg kommen ;
 6. für Waren des freien Verkehrs des Zollgebiets, die in den Freihafen Hamburg gebracht werden und dort nicht zum Verbräuche bestimmt sind
- § 54. — (1) Die Befreiung der Durchfuhrsendungen im freien Verkehr auf Grund unmittelbarer Begleit- (Fracht-) Papiere findet unter der Bedingung statt, daß der Anmeldestelle, bei der die erste Anmeldung zu erfolgen hat, ein mit den erforderlichen statistischen Marken beklebter Anmeldeschein vorgelegt wird, der dem Warenführer nach erfolgter Abstempelung zurückzugeben ist. Auf Grund dieses Anmeldescheins wird nach bewirkter Durchfuhr der verwendete Betrag an statistischer Gebühr von der letzten Anmeldestelle dem Warenführer bar zurückerstattet. Als letzte Anmeldestelle ist diejenige Amtsstelle anzusehen, bei der die Schlußabfertigung und, soweit erforderlich, die Anschriftung der Ware unter Einziehung des Anmeldescheins vorgenommen wird.

(2) Werden Durchfuhrgüter in Teilposten wieder aus- oder wieder eingeführt, so ist die Abschreibung jeder Teilpost einzeln auf dem Anmeldescheine durch das Wiederaus- oder Wiedereingangssamt und die Rückzahlung des ganzen Gebührenbetrags durch dasjenige Amt zu bewirken, das die letzte Teilpost abfertigt.

(3) Eine unmittelbare Durchfuhr wird angenommen, wenn aus den der Anmeldestelle vorzulegenden Frachtpapieren sich ergibt, daß eine in das Zollgebiet eingehende Ware nach einem im Auslande gelegenen Orte, und eine aus dem Zollgebiet ausgehende Ware nach einem im Zollgebiete gelegenen Orte gerichtet ist.

(4) Eine unmittelbare Durchfuhr darf ferner angenommen werden, wenn beim Mangel unmittelbarer Frachtpapiere durch Vorlage von Schriftwechsel bei der Anmeldestelle nachgewiesen wird, daß ein Spediteur mit der Ausstellung der zur Durchfuhr erforderlichen Papiere beauftragt ist und die letzteren vorgelegt werden. In diesem Falle hat die Anmeldestelle einen Vermerk über die vorgenommene Prüfung in den Anmeldeschein aufzunehmen.

§ 55. — Verbleiben die zur Ausstellung nach dem Auslande ausgeführten nicht vormerklich behandelten Waren ganz oder teilweise im Auslande, so ist von dem inländischen Versender bei der Anmeldestelle seines Wohnorts ein Ausfuhranmeldeschein über die im Auslande abgesetzten Waren abzugeben. Werden die zur Ausstellung im Inlande aus dem Auslande eingeführten zollfreien Waren in das Inlande abgesetzt, so hat die statistische Anmeldung nach den Bestimmungen im § 17 zu erfolgen. Beim Verbleib im Auslande ist der Anmeldeschein mit statistischen Marken zu versehen, beim Verbleib im Inlande nur dann, wenn die Ware zollfrei abgelassen worden ist.

§ 56. — (1) Wird die Bestimmung der Waren während der Beförderung in der Art geändert, daß die zur Durchfuhr angemeldeten Waren (§ 54) im Zollgebiet, oder die zur Wiedereinfuhr angemeldeten Waren im Auslande verbleiben, so ist der Anmeldeschein für die im Inlande verbleibenden Waren sofort nach Eintritt der Änderung der Bestimmung und nachdem er hinsichtlich der Angabe über den Bestimmungsort berichtigt ist, der nächstgelegenen Anmeldestelle (Zoll- oder Steuerstelle) seitens des Warenführers vorzulegen; der Anmeldeschein über die im Auslande verbliebenen Waren dagegen ist seitens des Versenders der Waren innerhalb der ersten acht Tage nach dem Eintritte der veränderten Bestimmung, unter Angabe des Bestimmungslandes, der Anmeldestelle des Ausgangs zuzustellen. Die Angabe über die veränderte Bestimmung kann auch durch den Warenführer bei der nächstgelegenen Anmeldestelle unter Übergabe des Anmeldescheins erfolgen.

(2) Ist der Anmeldeschein noch nicht mit statistischen Marken im erforderlichen Betrage versehen, so hat dies im ersteren Falle der Warenführer, im letzteren Falle der Versender der Waren nachzuholen. Diese Vorschrift findet auf Durchfuhrscheine über aus dem Auslande kommende Waren (gelbe Scheine mit grünem Rande und rosafarbene Scheine mit gelbem Rande) keine Anwendung. Derartige Sendungen sind auch im Falle des Verbleibens im Auslande infolge veränderter Bestimmung gebührenfrei. Die etwa erhobene Gebühr ist von der Anmeldestelle des Ausgangs zu erstatten.

(3) Wird die Bestimmung einer zum Durchgange durch das Zollgebiet ohne Zollüberwachung auf Grund unmittelbarer Begleitpapiere angemeldeten Warensendung in der Weise geändert, daß ein Teil derselben im Zollgebiete verbleibt, so ist über diesen Teil von dem Anmeldspflichtigen der nächstgelegenen Anmeldestelle ein neuer, mit Gebührenmarken vorschriftsmäßig versehener Anmeldeschein unter Beifügung des ursprünglich ausgestellten Anmeldescheins vorzulegen. Diese Anmeldestelle hat sodann als Eingangsanmeldestelle hinsichtlich des neuen An-

meldefcheins zu gelten, den ersten Anmeldefchein mit entsprechendem Vermerk über die veränderte Bestimmung eines Teiles der Waren und deren berichtigte statistische Anmeldung zu versehen und ihn dem Warenführer zurückzugeben.

(4) Der beim Eingang auf dem Anmeldefcheine verwendete Gebührenbetrag ist von der Ausgangsanmeldestelle unverkürzt zu erstatten.

(5) Wenn von einer zum Durchgange durch das Ausland bestimmten Sendung inländischer Güter ein Teil im Auslande verblieben ist, so hat die Anmeldestelle am Wiedereingangsort auf dem zur Vorlage gebrachten Anmeldefchein einen Vermerk über Gattung und Menge der im Auslande verbliebenen Waren zu machen und diese in der Nachweisung für die Ausfuhr unter Verrechnung der vorgeschriebenen statistischen Gebühr anzuschreiben, wenn der Anmeldefchein mit Marken bereits versehen war. Sofern sich jedoch auf dem Anmeldefcheine noch nicht Stempelmarken im erforderlichen Betrage befunden haben, hat der Warenführer vor Übergabe an die Anmeldestelle ihn für die im Auslande verbliebenen Waren mit solchen zu versehen.

§ 57. — Mit Genehmigung der Zollverwaltung kann für bestimmte Arten der Beförderung, namentlich für die durch öffentliche Beförderungsanstalten vermittelten, bezüglich der im § 54 bezeichneten Waren von der Entrichtung der statistischen Gebühr bei der zuerst erreichten Anmeldestelle Abstand genommen werden. Bei Versendungen mittels der Eisenbahn ist dieses Verfahren allgemein in Anwendung zu bringen.

Übergangsbestimmungen.

(1) Die in den bisherigen Ausführungsbestimmungen genannten Bordrucke dürfen noch bis Ende des Jahres 1907 verwendet werden.

(2) Die Stempelmarken zur Entrichtung der statistischen Gebühr im Wertbetrage von 20 Pf. (25 Centimes) dürfen einstweilen weiter verwendet werden. Sie werden, solange die vorhandenen Bestände reichen, bei den Postanstalten verkauft.

Luxemburg, den 20. März 1907.

Der General-Direktor der Finanzen,
M. M o n g e n a t.

Anlage.

Verzeichnis der Länder der Herkunft und der Bestimmung.

I. Europa mit einzelnen außereuropäischen Besitzungen europäischer Staaten.

1. Freihafen Hamburg.
2. Zollausschluß Helgoland.
3. Badische Zollausschlüsse.
4. Belgien mit Einschluß des neutralen Gebiets Moresnet.
5. Britische Besitzungen am und im Mittelländischen Meere (Sibraltar und Inselgruppe Malta) sowie die Insel Cypern.
6. Bulgarien (einschließlich Ostromelien).
7. Dänemark mit den Färöern, Grönland und Island.
8. Frankreich mit Korsika sowie mit Einschluß von Andorra und Monaco.
9. Griechenland mit den Ionischen Inseln, den Kykladen und nördlichen Sporaden.
10. Großbritannien und Irland mit der Insel Man und den britischen Kanalinseln.
11. Italien mit Einschluß von San Marino.
12. Montenegro.
13. Niederlande.

14. Norwegen; ferner die Väreninsel sowie Spitzbergen.
15. Österreich-Ungarn mit Einschluß von Bosnien und Herzegowina sowie von Liechtenstein.
16. Portugal mit den Azoren und Madeira.
17. Rumänien.
18. Rußland in Europa, ohne Finland.
19. Rußland in Asien.
20. Finland.
21. Schweden.
22. Schweiz.
23. Serbien.
24. Spanien mit den Kanarischen Inseln und den spanischen Besitzungen am und im Mittel-
ländischen Meere, nämlich: die Balearen, Ceuta und die übrigen Besitzungen an der marokka-
nischen Küste, die Pitiusen usw.
25. Türkei in Europa mit Kreta (ohne Bosnien, Herzegowina, Bulgarien und Ostromelien).
26. Türkei in Asien (Kleinasien mit Samos, Kurdistan, Syrien usw. [mit Ausnahme von
Cypern], Besitzungen in Arabien am Persischen Meerbusen und Roten Meere, letztere jedoch
ohne die Halbinsel Sinai, vgl. bei 29).
27. Türkei in Afrika (Barqa [Bengasi] und Tripolis) mit Ausnahme von Ägypten.

II. Afrika

(soweit nicht oben bei 16, 24, 27 eingerechnet)

28. Abyssinien.
29. Ägypten mit der Halbinsel Sinai und dem ägyptischen Teile des Sudan.
30. Britische Besitzungen an der afrikanischen Küste des Golfs von Aden, in Ostafrika mit
den britischen Inseln Amiranten, Mauritius, Seychellen, Sokotra und mit Einschluß von Sanfi-
bar, Pemba usw.; ferner die Tschagosinseln.
31. Britisch Südafrika: Kapkolonie, Basuto-, Betschuana-, Nyassa-, Sulu- und Tsonja Land;
Besitzungen der Britisch-Südafrikanischen Gesellschaft und Natal; Orange-Kolonie, Transvaal
und Swasiland.
32. Britisch Westafrika: Gambia, Goldküste, Lagos, Nigergebiet, Sierra Leone; Inseln Ascen-
sion, St. Helena und Tristan d'Acunha.
33. Deutsch Ostafrika.
34. Deutsch Südwestafrika sowie die Walvischbai.
35. Kamerun.
36. Togo.
37. Algerien.
38. Tunis.
39. Französisch Westafrika: Besitzungen und Schutzgebiete am Niger (Französisch Sudan) und
Senegal (Senegambien usw.); Französisch Guinea, Dahome, Französisch Kongo, Zahnküste.
40. Französische Besitzungen an der afrikanischen Küste des Golfs von Aden, Madagaskar und
die übrigen französischen Inseln an der Ostküste von Afrika: Comoro, Mayotte, Réunion usw.
41. Italienische Besitzungen am Roten Meer und an der Somaliküste
42. Kongostaat.
43. Liberia.
44. Marokko.

- 45. Portugiesisch Ostafrika (Mozambique).
- 46. Portugiesisch Westafrika: Angola; Bissao, Bolama und Cacheo an der Küste von Senegambien; Kongobdistrikt; Kapverdische Inseln; Inseln do Principe und St. Thomé.
- 47. Fernando Po, spanisches Westafrika am Kap Blanco und übriges Afrika.

III. — Asien

(soweit nicht oben bei 5, 19, 26, 29 und 30 eingerechnet).

- 48. Arabien, Bahrein, Kameron, Kuria-Muria, Perim.
- 49. Britisch Indien, die Inseln Andamanen, Lakadiven und Nikobaren; Belutschistan.
- 50. Britische Ansiedelungen an der Straße von Malakka (Straits Settlements: Malakka, Penang, Singapur usw.); die britischen Schutzgebiete auf der malayischen Halbinsel, die Keeling- (Kotos-) Inseln, Britisch Borneo, Labuan und Sarawak.
- 51. Ceylon und die Malediven.
- 52. China.
- 53. Hongkong.
- 54. Deutsches Schutzgebiet von Kiautschou.
- 55. Französische Besitzungen und Schutzgebiete in Vorder- und Hinterindien: Chandernagor, Karikal, Mahé, Pondichéry, Yanaon, Anam, Cambodja, Cochinchina und Tonkin.
- 56. Japan einschließlich der Erwerbungen auf dem asiatischen Festlande.
- 57. Korea.
- 58. Niederländische Besitzungen im indischen Ozean usw. mit Einschluß der unabhängigen Gebiete auf den ostindischen Inseln, nämlich: Borneo-Gruppe ohne Britisch Borneo, Celebes-Gruppe, die Molukken mit den Amboinen, der nordwestliche Teil von Neuguinea, die Südwest- (Servathy-) Inseln, Sumatra-Gruppe mit Banka, Billiton und Riouw, die Sunda-Inseln, Java und Madura, kleine Sunda-Inseln zwischen Bali und Timor (beide einschließlich — von letzterem die westliche Hälfte)
- 59. Persien.
- 60. Philippinen mit Suluinseln, Guam,
- 61. Portugiesische Besitzungen in Asien: Macao, Stadt und Gebiet Damao, Insel Diu, Stadt und Gebiet Goa, östliche Hälfte von Timor.
- 62. Siam
- 63. Übriges Asien, nämlich Afghanistan, Arabien (soweit nicht bei Nr. 26, 29 und 48 eingerechnet), Maskat (Oman) usw.

IV. Amerika

(soweit nicht oben bei 7 eingerechnet).

- 64. Argentinische Republik.
- 65. Bolivien.
- 66. Brasilien.
- 67. Canada.
- 68. Übrige britische Besitzungen in Amerika, nämlich: Neufundland mit Labrador; Bermuda-Inseln; Bahama- nebst Caicos-, Inagua- und Turks-Inseln; britische kleine Antillen (Seeward- und Windward-Inseln), Anguilla, Antigua, Barbados, Barbuda, St. Christopher (St. Kitts), Dominica, Grenada und Grenadinen, St. Lucia, Montserrat, Nevis, Redonda, Tobago, Trinidad, St. Vincent, Virgin- oder Jungfern-Inseln; Caymans-Inseln und Jamaica, Britisch Honduras; Britisch Guiana; Falkland-Inseln.
- 69. Chile.

70. Columbien
 71. Costarica.
 72. Cuba.
 73. Dänische Besitzungen in Westindien, nämlich: die kleinen Antillen-Inseln, St. Croix, St. Jean (St. John) und St. Thomas.
 74. Dominikanische Republik.
 75. Ecuador mit den Galapagos-Inseln.
 76. Französische Besitzungen in Amerika, nämlich: die kleinen Antillen-Inseln Guadeloupe mit Dependenz (St. Barthélemy, La Désirade, Marie-Galante, St. Martin — nördlicher Teil —, Les Saintes) und Martinique; ferner Französisch Guiana, sowie die Inseln Miquelon und St. Pierre.
 77. Guatemala.
 78. Honduras.
 79. Mexiko.
 80. Nicaragua,
 81. Niederländische Besitzungen in Amerika, nämlich die kleinen Antillen-Inseln St. Eustatius, St. Martin (südlicher Teil), Saba; Inseln Aruba, Bonaire, Curaçao; ferner Niederländisch Guiana (Kolonie Surinam).
 82. Panama.
 83. Paraguay.
 84. Peru.
 85. Republik Haiti.
 86. Salvador.
 87. Uruguay.
 88. Venezuela (Vereinigte Staaten von Venezuela) mit den Vogel- und anderen zugehörigen Inseln.
 89. Vereinigte Staaten von Amerika; Portoriko; Panamakanalzone.
- V Australasien und Polynesien
(soweit nicht oben bei 58 und 60 eingerechnet).
90. Australischer Bund: Festland Australien und Tasmanien.
 91. Neu-Seeland.
 92. Übrige Britische Besitzungen und Schutzgebiete in Australasien und Polynesien, nämlich: die Inseln Auckland, Britisch Neuguinea, Caroline, Fanning, Fidji, Gilbert-Inseln, Hervey- (Cook-) Inseln, Kermadec, Lord Howe, Malden, Manihiki-Inseln, Norfolk, Phoenix-Inseln, Rotumah, Starbuck, Tonga-, Unions-Inseln usw.
 93. Deutsch Neuguinea (Kaiser-Wilhelmsland mit dem Bismarckarchipel und dem Anteil an den Salomon-Inseln), Marshall-Inseln, Karolinen, Palau-Inseln und Marianen (ausgenommen Guam).
 94. Französische Besitzungen und Schutzgebiete in Australasien und Polynesien, nämlich: Gambier- (Mangarewa), Gesellschafts-Inseln (Tahiti), Marquesas-Inseln; Neucaledonien und Dependenz (Loyalty-Inseln), Baumotu-Inseln, Tubuai- und Uvea (Wallis-) Inseln, sowie die neuen Hebriden.
 95. Havaiische (Sandwich-) Inseln.
 96. Samoa- (Schiffer-) Inseln.
 97. Übriges Polynesien.

VI. Nicht ermittelt (secwärts):

98. Schiffsbedarf für fremde Schiffe.
99. Andere Waren.

Bekanntmachung. — Statistik des Warenverkehrs mit dem Auslande.

Es wird hiermit zur öffentlichen Kenntnis gebracht, daß ein neues Statistisches Warenverzeichnis nebst Anlagen, ein neues Verzeichnis der Massengüter und ein Alphabetisches Verzeichnis zum statistischen Warenverzeichnisse erschienen sind. Dieselben liegen bei sämtlichen Anmeldestellen zu jedermanns Einsicht offen und können von der königlichen Hofbuchhandlung *N v Decker's Verlag G. Schenck* in Berlin S. W., Jerusalemstraße 56, bezogen werden

Luxemburg, den 20. März 1907.

Der General-Direktor der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.

Avis. — Croix Rouge.

D'après une note circulaire du Conseil fédéral Suisse, la République des Etats-Unis du Brésil a adhéré à la Convention de Genève du 22 août 1864, pour l'amélioration du sort des militaires blessés dans les armées en campagne (Croix Rouge).

Luxembourg, le 12 mars 1907.

Le Ministre d'Etat, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.

Bekanntmachung. — Rotes Kreuz.

Einer Zirkularnote des schweizerischen Bundesrates zufolge ist die Republik der Vereinigten Staaten von Brasilien der Genfer Konvention vom 22. August 1864 wegen Vinderung des Looses der Verwundeten im Kriege (Rotes Kreuz) beigetreten.

Luxemburg, den 12. März 1907.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
E y s c h e n.

Avis. — Conventions de droit international privé.

Les trois conventions de droit international privé signées à La Haye le 12 juin 1902 (v. Memorial 1904, n° 38) ont été ratifiées par le Portugal et l'instrument de ces ratifications a été déposé à La Haye le 2 mars 1907.

Luxembourg, le 18 mars 1907.

Le Ministre d'Etat, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.

Bekanntmachung. — Verträge über internationales Privatrecht.

Die am 12. Juni 1902 im Haag unterzeichneten drei Verträge über internationales Privatrecht (Memorial 1904, Nr. 38) sind durch Portugal ratifiziert und die betreffende Ratifikationsurkunde ist am 2. März 1907 im Haag hinterlegt worden.

Luxemburg, den 18. März 1907.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
E y s c h e n.

Avis. — Règlement communal.

Dans sa séance du 13 octobre 1906, le conseil communal de la ville de Luxembourg a édicté un règlement concernant l'exécution de chants

Bekanntmachung. — Gemeindeglement

In seiner Sitzung vom 13. Oktober 1906 hat der Gemeinderat der Stadt Luxemburg ein Reglement erlassen über das Singen und Musizieren

et de musique instrumentale dans les débits de boissons. — Ce règlement a été dûment publié.

Luxembourg, le 13 mars 1907.

Le Directeur général de l'intérieur,
H. KIRPACH.

Avis. — Associations syndicales.

Par arrêté du soussigné en date de ce jour, les associations syndicales pour l'établissement de chemins d'exploitation à : 1° Marnach, commune de Munshausen ; 2° Lullange, commune de Boevange, lieu dit « Oben dem Dorf » ; 3° Canach, commune de Lenningen, lieux dits « Schleiderberg » et « Im Wengertsberg », ont été autorisées.

Ces arrêtés ainsi qu'un double des actes d'association sont déposés au Gouvernement et aux secrétariats communaux de Munshausen, Boevange et Lenningen.

Luxembourg, le 14 mars 1907.

*Le Ministre d'Etat, Président
du Gouvernement,*
EYSCHEN.

Avis. — Service sanitaire.

Tableau des maladies contagieuses observées dans les différents cantons du 2 au 9 mars 1907.

N° d'ordre.	CANTONS.	LOCALITÉS	Fièvre typhoïde	Diph-térie.	Coque-luche.	Scarla-tine.	Variole.	Affections puerpérales
1	Luxembourg.	Luxembourg-ville.	1	»	»	»	»	»
2	Esch-s.-l'Alz.	Tétange.	3	»	»	»	»	»
3	Redange.	Niederpallen.	»	»	»	1	»	»
4	Clervaux.	Hosingen. Untereisenbach	»	1	»	»	»	1
5	Grevenmacher.	Niederdonven. Wecker.	1	»	»	»	»	»
6	Remich.	Heinrichsmühle.	»	»	»	3	»	»
		Total . .	6	1	»	4	»	2

Luxembourg, le 12 mars 1907.

in den Schantwirtschäften. — Befagtes Reglement ist vorschriftsmäßig veröffentlicht worden.

Luxemburg, den 13. März 1907.

Der General-Direktor des Innern,
G. Kirpach.

Bekanntmachung. — Syndikatsgenossenschaften.

Durch Beschluß des Unterzeichneten vom heutigen Tage, sind die Syndikatsgenossenschaften für Anlage von Feldwegen zu 1° Marnach, Gemeinde Munshausen; 2° Lullingen, Gemeinde Boegen, Ort genannt „Oben dem Dorf“; 3° Canach, Gemeinde Lenningen, Orte genannt „Schleiderberg“ und „Im Wengertsberg“ ermächtigt worden.

Diese Beschlüsse sowie ein Duplikat der Genossenschaftsacten sind auf der Regierung und den Gemeindefekretariaten von Munshausen, Boegen und Lenningen hinterlegt.

Luxemburg, den 14. März 1907.

*Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,*
E y s c h e n.

Bekanntmachung. — Sanitätswesen.

Verzeichnis der in den verschiedenen Kantonen vom 2. bis zum 9. März festgestellten ansteckenden Krankheiten..